

grdr  
Migration - Citoyenneté - Développement

2023

rapport  
d'activité

Les migrations font bouger le monde.





# 1 sommaire

La vie associative

p.6

Chapitre 1

Migration, Citoyenneté, Développement

p.14

Chapitre 2

Le littoral ouest-africain : des écosystèmes fragile

p.38

Synthèse de notre activité

pays par pays

p.60

Nos parutions

p.80

Dans nos réseaux

p.82

# Un Grdr combatif dans un monde qui souffre

Jean-Marc Pradelle  
Président du Grdr

Olivier Le Masson  
Directeur exécutif du Grdr

Depuis plusieurs années, l'instabilité politique ne cesse de croître dans la plupart des pays d'action du Grdr. Les secousses politiques agitent pratiquement tous les pays dans lesquels nous agissons. Comme l'écrit El Hadj Souleymane Gassama, les questions non résolues reviennent de décennies<sup>1</sup> en décennies. Au Sahel, l'émergence de régimes opposés à l'Occident est désormais une réalité bien ancrée. Ce qui est nouveau, c'est que même les pays ayant des traditions démocratiques bien affirmées ne sont plus épargnés. L'élection présidentielle au Sénégal s'est déroulée dans un contexte très tendu, parfois violent, durant toute l'année qui l'a précédée. La France aussi a été sujette à d'importants conflits sociaux. Et le résultat des élections européennes et législatives a ouvert la porte à une période d'incertitudes politiques intenses. Elles confirment surtout que les discours anti-migrants de l'extrême-droite gagnent du terrain.

## Les mobilités humaines toujours plus instrumentalisées

La dénonciation de l'immigration comme bouc émissaire de tous les malheurs du monde ne cesse de s'amplifier,

en Europe et au Maghreb. L'aide au développement proposée aux pays africains est de plus en plus conditionnée à la gestion des flux migratoires. L'Union européenne renforce l'externalisation de la gestion de ses frontières extérieures et impose à ses partenaires africains de contrôler les routes migratoires sans garantir le strict respect des droits humains. Par effet corollaire, cela a des conséquences importantes sur les mobilités historiques intra-africaines, désormais entravées, alors qu'elles sont pourtant facteurs de dynamisme social et économique important pour l'Afrique de l'Ouest. Les obstacles à la mobilité se multiplient : pandémie, politiques des visas, hausse de l'insécurité, prise de conscience des effets négatifs des empreintes carbone respectives...

Le multilatéralisme est donc remis en cause au moment où il s'agit de faire face aux effets de plus en plus évidents des changements climatiques. Les menaces sur la gouvernance internationale s'additionnent aux menaces écologiques alors que nous sommes à mi-chemin de l'échéance des Objectifs de Développement Durable (ODD), en 2030. L'affirmation des solidarités est plus que jamais indispensable.

## Au coeur des enjeux des territoires et des interdépendances

Les valeurs qui animent le Grdr, la mobilité, la citoyenneté, le développement durable, sont plus nécessaires que jamais. Notre association est aujourd'hui un acteur reconnu de l'approche territoriale en Afrique de l'Ouest et de l'insertion en France. Le Grdr expérimente des démarches où mondes rural, périurbain et urbain s'intègrent de plus en plus, comme en témoignent les programmes MAVIL<sup>2</sup> et TAPSA<sup>3</sup> dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal ou encore les approches autour des systèmes alimentaires territoriaux, à Rufisque, Ziguinchor, Kayes et Bakel. Il s'est tourné vers les attentes de la jeunesse, notamment à travers le programme concerté pluri-acteurs, « Graines de Citoyenneté » en Mauritanie et en Europe. Il approfondit son action en faveur d'une gestion durable des ressources naturelles dans le Sahel, comme sur le littoral ouest-africain. En France, il s'adapte aux évolutions des besoins des immigrés, femmes et hommes, et de leur descendance, ainsi qu'aux transformations en cours des organisations des diasporas. Il s'engage et manifeste aux côtés des seniors immigrés au sein du « collectif retraite », pour dénoncer la dématérialisation des services publics et les difficultés d'accès que cela représente pour des personnes de plus en plus vulnérables.

Le Grdr est apprécié pour la qualité de sa production de connaissances. Il devient aussi un acteur de formation et d'éducation populaire, au travers de programmes d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale,

avec une participation croissante à des programmes européens. Son événement annuel « Les migrations font bouger le monde » en décembre 2023 à l'Institut Convergences Migrations (Aubervilliers) a été un beau succès.

## L'heure du bilan, et d'un élan renouvelé vers 2030 !

Le Grdr fait le bilan de son plan d'actions et de sa stratégie globale 2020-2024 (PASG). Il interroge ses actions dans les territoires. Il fait le point sur ses ressources, humaines et financières, sur sa stratégie de communication, sur ses démarches de suivi-évaluation et capitalisation, sur les pratiques associatives et partenariales... Il aura des choix à faire pour définir son nouveau « cadre d'intervention à horizon 2030 (2025-2029) », des priorités à définir, des chapitres à fermer et d'autres à ouvrir. Les prochains mois seront un nouveau test de la capacité du Grdr à s'adapter et à se renouveler. En prenant pleinement en compte ces différents contextes d'intervention, en identifiant précisément ce qui nous préoccupe mais aussi ce qui nous motive, avec l'intime et historique conviction qu'il faut renouveler les imaginaires autour des mobilités et des migrations comme piliers de sociétés ouvertes sur le monde. Nous abordons collectivement ce chantier avec souplesse, prudence, ambition et optimisme.

1. El Hadj Souleymane Gassama « Les bons ressentiments : essai sur le malaise colonial » - éditions Riveneuve

2. MAVIL : Maitrise et Adaptation des Villes Intermédiaires au Sahel (MAVIL)

3. TAPSA : Transition vers une Agroécologie Paysanne au service de la Souveraineté Alimentaire

# Le Grdr : une association active



Dans la plupart des territoires d'action, les adhérent.e.s, réuni.e.s en Comités d'Orientation et de Suivi (COS), apportent un appui-conseil aux équipes locales (salariées, volontaires, stagiaires) autour des activités des projets ou des événements sur leurs territoires. Ils ou elles se rencontrent et sont proches via des groupes WhatsApp. Ils ou elles jouent un rôle auprès des institutions locales : le COS de Kayes au Mali a été particulièrement sollicité en ce qui concerne les problèmes de sécurité et la crise dans les relations entre autorités françaises et maliennes. Les COS du pôle Sahel sont attentifs à l'« Initiative du Fleuve Sénégal » (> *Partie réseaux, Groupe initiatives p.84*) dans laquelle collectivités locales, institutions régionales et acteurs de la société civile sont engagés.

La régularité des réunions du Conseil d'administration et l'articulation forte avec la direction assurent au Grdr une gouvernance saine. Le chantier « Vie associative » qui s'est achevé fin 2023 a débouché sur une série de nouveaux dispositifs : diffusion d'un manuel très innovant d'animation de la vie associative : « Entre ancrage

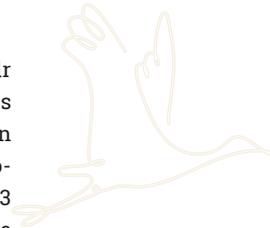
local et dimension internationale ». Plusieurs décisions ont été immédiatement suivies d'effet : la mise en place de la fonction de secrétaire du COS pour un dialogue accru entre les bureaux des COS et le CA, un mécanisme d'appel à initiatives pour renforcer la vie associative sur les territoires, réservé aux COS, avec une nouvelle ligne budgétaire dédiée. De nouveaux COS devraient bientôt voir le jour dans les territoires qui n'en sont pas encore pourvus (Ile de France, Boké Guinée, Normandie...).

Les adhérents reçoivent régulièrement nos différentes informations par différents moyens (courriel d'information, site web, bulletin « L'Envol des Cigognes », assemblées générales annuelles). Ils ont participé en 2023 à de nombreux événements organisés dans les régions d'intervention et à deux événements fondamentaux d'envergure plus importante. Le 9 décembre



à Aubervilliers (France), autour du thème « Les migrations font bouger le monde », le Grdr a mis en valeur le dynamisme des diasporas pour l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale. Le 12 décembre, à Saint-Louis du Sénégal, le Grdr a donné l'occasion à une série de villes intermédiaire du bassin du Fleuve Sénégal d'échanger sur les mutations de leurs territoires et sur les voies et moyens d'appréhender les nouveaux enjeux de la transition urbaine.

Comme dans beaucoup d'associations, le Grdr doit travailler sur l'investissement bénévole des jeunes, et sur les liens intergénérationnels. En Mauritanie, Graines de Citoyenneté, le programme concerté pluri-acteurs lancé en 2023 pour accompagner la prise de responsabilité de la jeunesse, apportera des idées nouvelles, y compris au sein de notre association, pour laquelle le rajeunissement et la féminisation des cadres, des équipes et des adhérents sont des objectifs prioritaires.



### « L'Envol des Cigognes », la parution associative du Grdr

*Ce magazine associatif, qui paraît 3 à 4 fois par an selon les opportunités, est porté par un groupe d'adhérents du Grdr qui travaille en étroite relation avec les salariés pour produire des articles, interviews, portraits, qui mettent en lumière des enjeux, des défis, des territoires pour lesquels le Grdr s'engage. L'Envol des Cigognes donne la parole à des acteurs locaux, des partenaires, des salariés, traite des contextes dans lesquels évolue le Grdr. Cette parution n'est pas centrée sur l'activité du Grdr en tant que telle. Elle a vocation à prendre de la hauteur sur des sujets clés du projet associatif du Grdr pour alimenter la réflexion de ses adhérents.*

**En 2023, les numéros avaient pour objet :**

n°36

« Jeunesses mauritaniennes et citoyenneté »

n°37

« Vivre dans les villes intermédiaires de la moyenne vallée du Sénégal »

n°38

« Réussir l'intégration en France : des parcours divers ».

### Envol des Cigognes

La lettre aux adhérents et  
sympathisants du Grdr N°39 - Avril 2024

Culture et migration



# La forte implication des adhérents et des salariés dans la révision du cadre stratégique

Le Grdr a produit fin 2023 un calendrier visant à élaborer un nouveau cadre stratégique pour la période 2025-2029, « à horizon 2030 », à la fois aux termes des Objectifs du développement durable et date anniversaire des 60 ans du Grdr.

Le Conseil d'administration (CA) et le Comité Directeur (CODIR, qui regroupe les sept membres de la Direction et huit coordinateurs/coordinatrices national ou de programmes multi-pays) ont décidé ensemble de prendre le temps d'établir collectivement un bilan des plans d'actions par pays élaborés en 2019, et, plus globalement, du Plan d'Action Stratégique Global (PASG) 2020-2024 adopté en Assemblée générale à la fin de l'année 2019. L'exercice n'est pas si courant. Il est assez fréquent de ne pas consacrer suffisamment de temps et d'effort à analyser le chemin parcouru, les réussites et les obstacles, en tenant compte des évolutions du contexte dans lequel l'action s'est inscrite.



### **Le Grdr va donc parcourir en 2024 deux étapes successives :**

- 1 un temps de bilan du PASG 2020-2024 jusqu'à l'Assemblée générale du 22 juin 2024 ;
- 2 un temps d'élaboration du Plan 2025-2030 qui sera finalement adopté à l'Assemblée générale de juin 2025.

Au moment où ces lignes sont rédigées, l'exercice de bilan est déjà bien avancé. Un engagement fort des salariés comme des adhérents et sympathisants fait de cette étape un exercice très collectif, et sans tabous, au travers de deux démarches complémentaires :

- une forte mobilisation des équipes salariées, en lien avec les adhérents locaux et les administrateurs, qui ont produit chacune leur propre bilan, suivant le canevas du PASG : par territoire, par thématique et pour les fonctions supports clefs (« ressources et moyens ») ;
- une enquête diffusée auprès de tous les adhérents et salariés qui a vu un taux de participation important (80% pour les salariés) et apporté des indications précieuses sur les niveaux de connaissance de l'action du Grdr et sur les attentes.

La méthodologie mise en œuvre a permis à tous les acteurs d'atteindre un certain niveau de connaissances de ce que le Grdr fait globalement (et pas seulement sur leur propre territoire ou leur propre « projet »).

Lors de la journée rassemblant les membres du CA et du CODIR élargi, le 29 avril 2024, chacun a pris conscience de l'importance des activités transversales (comme l'approche sur le double-espace, l'éducation à la citoyenneté, le suivi-évaluation et la capitalisation) et des fonctions « support » essentielles (ressources humaines, administration/finances, communication). Les capacités d'innovation ont été soulignées, comme la qualité des connaissances produites par le Grdr. A la fin de la journée, la parole des « grands témoins » invités à clarifier le contexte a été très appréciée.

Ce bilan a déjà permis de prendre conscience de l'intérêt de construire, suivre et évaluer collectivement ce document qui n'est finalement pas tant un plan d'actions stratégiques qu'un cadre stratégique d'actions. Dans le contexte actuel où la souplesse rivalise avec la prudence, les membres et les équipes vont se concentrer sur l'élaboration d'un nouveau cadre stratégique à 5 ans, dont le futur plan d'actions sera construit puis révisé sur des périodes de deux ans.

## Le Grdr en 2023 c'est...

179

adhérents en  
France et en  
Afrique de l'Ouest  
et du Nord

7

Conseils d'Orientation et  
de Suivi (COS - bases  
associatives locales)  
composés de 79 adhérents  
engagés à l'échelle locale.

56

programmes de  
solidarités sur tous  
les territoires  
d'établissement

127

salariés au  
31 décembre 2023  
dont 11 expatriés

8

volontaires de  
Solidarité  
Internationale

## Les administratrices et administrateurs du Grdr

(de juin 2023 à juillet 2024)

**Jean-Marc Pradelle – Président** (ingénieur retraité),

**Doulo Fofana – Vice-président** (retraité, ancien coordonnateur  
de l'association pour la promotion de la culture soninké )

**Daouda Ndiaye – Vice-président**

(juriste, expert en éducation),

**Mathilde Chassot – Trésorière** (chargée de mission évaluation),

**Elisabeth Müller – Secrétaire du CA**

(ancienne directrice administrative et financière d'ONG),

**Mamadou Lamine Djiméra – Membre du bureau du CA**

(gestionnaire avionique),

**Hadjiratou Bah** (députée et maire – Animatrice de développement),

**Marie-Jo Bernardot** (retraitée – autrice)

**Faïza Elleuch** (spécialiste en évaluation),

**Malick Khadra** (juriste fiscaliste),

**Francis Monthé** jusqu'en mai 2024 (professeur agrégé retraité)

**Khady Ndiaye** (administratrice territoriale),

**Jacques ould Aoudia** (économiste),

**Emmanuelle Latouche** (ingénieure agronome),

**Cheikhna ould Babacar** (éducateur retraité),

**Michèle Quenardel** (professeure agrégée retraitée),

**Rafaël Ricardou** (directeur de la Cité des métiers),

**Kefing Sacko** (agent de paiement, retraité),

**Ibrahim Sarr** (ingénieur agronome),

**Bernadette Thomas** (responsable du label des Cités des métiers, retraitée),

**Abdoulatif Oumar Sow** (formateur),

25

stagiaires

4

apprentis

2

2 services  
civiques

### Les présidentes et présidents des Conseils d'Orientation et de Suivi

Salif Diatta (Ziguinchor),  
Diéinéba Diallo (Bakel),  
Pierre Gouello (Hauts-de-France),  
Elvira Maria Gomes Lopes (Canchungo),  
Oumar Ly (Gorgol),  
Ibrahima Thioye (Guidimakha),  
Ibrahim Traoré (Kayes),  
Faiza Elleuch (présidente de la filiale du Grdr  
en Tunisie).

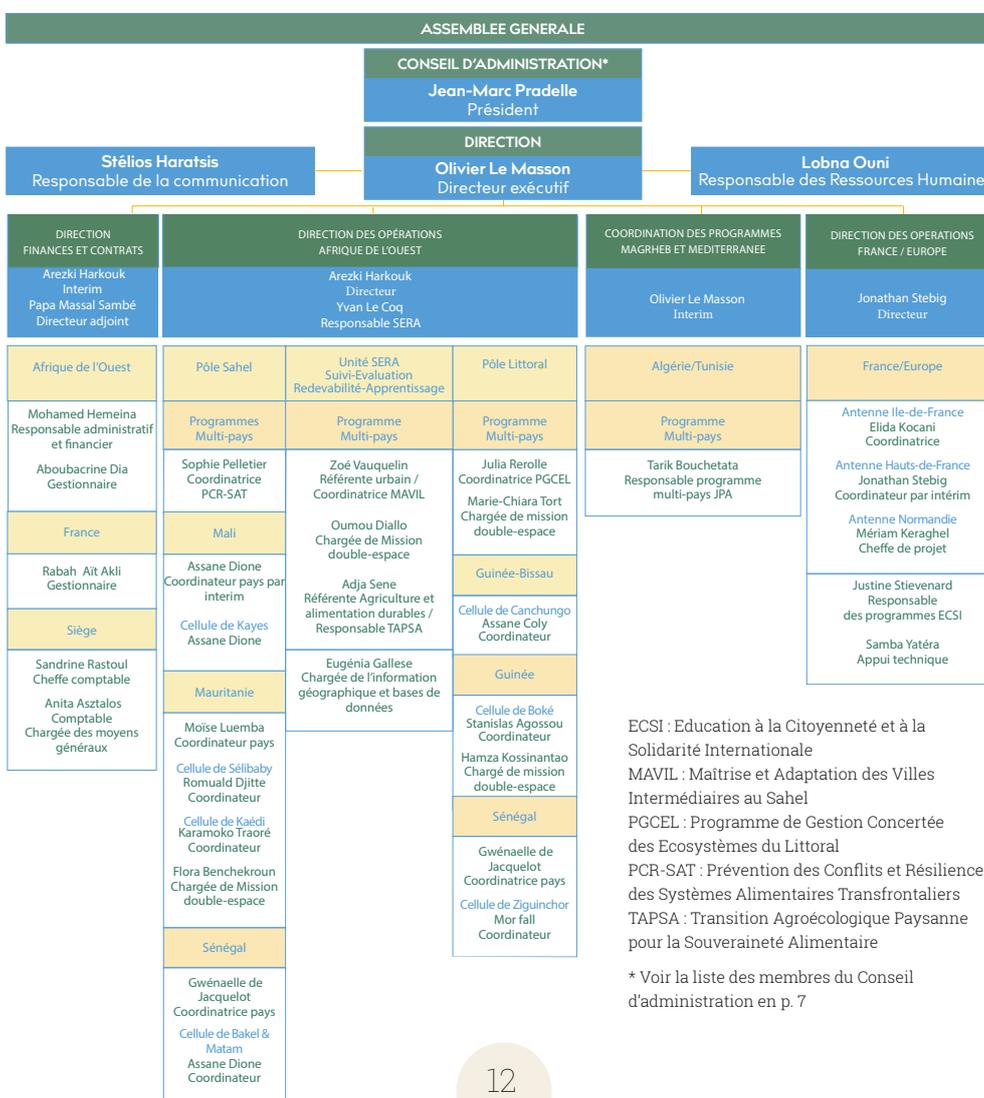


### Les 5 missions des Conseils d'Orientation et de Suivi (COS) du Grdr :

Le Grdr est une association internationale de solidarité de droit français. Ses activités sont décidées directement à partir des territoires, en Afrique de l'Ouest et au Maghreb comme en France. Ceci fonde leur légitimité. Elles sont mises en œuvre par des équipes locales de salariés (les cellules locales), avec le concours d'adhérents locaux du Grdr réunis au sein de Conseils d'Orientation et de Suivi (les COS). Porteurs du projet associatif, ancrés dans les territoires, relais auprès des autorités, en relation étroite avec le CA du Grdr, les COS facilitent et accompagnent les réalisations du Grdr au service des populations des territoires concernés.

#### Leur action se structure autour de 5 missions :

- 1 Appui-conseil à la cellule/antenne dans la diversité de sa mission
- 2 Participation au renforcement et à l'animation de la base associative de l'association
- 3 Médiation et facilitation avec l'administration et les autorités locales
- 4 Contribution aux actions de communication et plaidoyer
- 5 Rôle d'alerte voire de médiation en cas de difficultés dans une équipe locale



ECSI : Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale  
 MAVIL : Maîtrise et Adaptation des Villes Intermédiaires au Sahel  
 PGCEL : Programme de Gestion Concertée des Ecosystèmes du Littoral  
 PCR-SAT : Prévention des Conflits et Résilience des Systèmes Alimentaires Transfrontaliers  
 TAPSA : Transition Agroécologique Paysanne pour la Souveraineté Alimentaire

\* Voir la liste des membres du Conseil d'administration en p. 7





# 1 chapitre

## Migrations, citoyenneté, développement



D

epuis l'aube de l'humanité, les mobilités humaines ont relié les territoires entre eux et les ont modelés. Guerres, conflits locaux, effets des changements climatiques, motivations économiques, sociales ou solidarités familiales, mais aussi désirs de trouver ailleurs une vie meilleure, continuent aujourd'hui comme hier à pousser des personnes à quitter leur pays d'origine malgré les risques encourus sur certaines routes de l'exil. En France, selon François Héran, (Démographe, anthropologue, sociologue – professeur au Collège de France pour la Chaire « Migrations et sociétés ») « *Si l'on remonte*

*d'une génération : 31 % de la population adulte est soit immigrée, soit née en France d'un ou deux immigré(e)s, soit petit enfant d'1, 2, 3 ou 4 immigrés<sup>4</sup> » . Pourtant, les personnes immigrées font encore trop souvent l'objet de rejets et de questionnements malgré la réalité de leurs apports à la société française. La « question de l'immigration » anime les débats où l'opinion publique est largement structurée par les préjugés et les « infox », qui s'emparent injustement des destins de personnes immigrées et gommant leurs identités, leurs parcours et leurs efforts en faveur du développement sur le double-espace des territoires d'origine et de destination.*

“

**Si l'on remonte d'une génération :  
31 % de la population adulte est soit immigrée,  
soit née en France d'un ou deux immigré(e)s, soit  
petit enfant d'1, 2, 3 ou 4 immigrés<sup>4</sup>**

4. François Héran in « A l'occasion du débat sur le projet de loi Darmanin – Vérités et contrevérités sur l'immigration »





# Les mobilités humaines dans un monde qui se barricade

Les sociétés européennes et africaines font actuellement l'objet de changements structurels, au cœur desquels se trouve la question des mobilités qui redéfinit fortement les relations entre les Etats.

L'Afrique est engagée dans une vaste transition démographique, sociale et économique. Les modes de vie se transforment. Campagnes et villes s'intègrent. Les villes moyennes et secondaires s'affirment. Les migrations entre pays africains concernent beaucoup plus de monde que les migrations hors du continent africain. Le Grdr accompagne ces transitions à travers ses programmes régionaux et son action dans des régions transfrontalières, notamment dans le bassin du Fleuve Sénégal. Il a par ailleurs étendu son action en Tunisie et en Algérie, pays clefs d'immigration et d'émigration.

En Europe, la question de l'immigration est un enjeu majeur de politique intérieure : le contrôle des frontières externes de l'Union européenne par des pays tiers est de plus en plus perçu comme insuffisant face à la continuité des flux migratoires et à la pression

croissante de la demande d'asile. Cette approche défensive se traduit par l'adoption du Pacte Asile-Migration par l'Union européenne le 14 mai 2024. (*> encart contexte UE-France p.17*)

Ces évolutions influent évidemment sur les relations internationales et inter-étatiques et sur l'aide au développement. Les projets de coopération font de plus en plus souvent l'objet de contreparties touchant au contrôle des migrants par les pays de départ ou de transit (Maroc, Tunisie, Lybie, Turquie, mais aussi Niger...) ou aux accords de réadmission de personnes déboutées du droit d'asile.

Dans le même temps, on assiste à une remise en question de l'ordre mondial à qui on reproche son déséquilibre et son iniquité entre les régions. Ainsi, de nombreux pays du Sahel, en pleine mutations socioéconomiques et politiques profondes, voient leurs populations comme leurs gouvernants remettre en cause les influences économiques et politiques post-coloniales et décident de s'émanciper d'une relation jugée désavantageuse.

La politique française à leur égard est particulièrement questionnée dans ce processus depuis plusieurs années par bon nombre de pays anciennement colonisés. Les interventions militaires et même certaines formes de coopération perçues comme verticales sont désormais rejetées. C'est ce que Jean-Pierre Olivier de Sardan, chercheur expert du Sahel, nomme « la revanche des contextes »<sup>5</sup>

5. Jean-Pierre Olivier de Sardan - « L'enchevêtrement des crises au Sahel » éditions Karthala - 2024



## Union européenne, France : priorité à une politique défensive face aux migrations

Le « Pacte Asile et Migrations » a été définitivement adopté par le Conseil de l'Union européenne le 14 mai 2024, avec l'objectif affiché de « renforcer l'efficacité du régime d'asile européen, ainsi que la solidarité entre les Etats membres ». Il généralise l'externalisation de la gestion des frontières à des pays tiers, y compris à des pays peu respectueux des Droits de l'Homme. Il légalise la détention arbitraire pendant une durée de 7 jours (y compris des enfants) et limite les droits de recours contre les expulsions, allant ainsi à l'encontre des principes de l'Etat de droit. Enfin, il redéfinit le concept d'« instrumentalisation des migrations » laissant la possibilité aux Etats de criminaliser les organisations de la société civile qui organisent des sauvetages en mer.

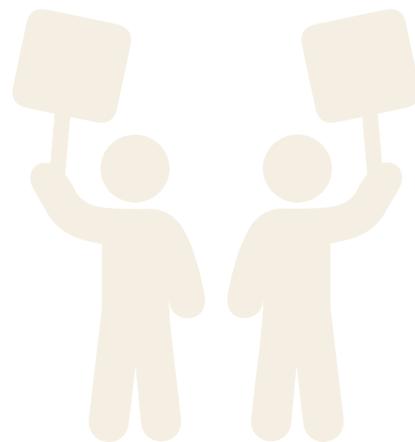
En France, la politique d'intégration est devenue un instrument de la réglementation du séjour des étrangers. Depuis 2015, les bénéficiaires de ces « politiques d'intégration » sont limités aux primo-arrivants et aux réfugiés et excluent les personnes arrivées de longue date. La loi pour « Contrôler l'immigration, améliorer l'intégration » votée le 19 décembre 2023, cherche notamment à faciliter les expulsions. Largement censurée par le Conseil Constitutionnel, le texte final promulgué le 27 janvier 2024 accorde cependant la priorité aux Français pour l'accès à plusieurs droits sociaux et supprime l'automaticité de l'accès à la nationalité française pour les enfants nés en France de parents étrangers. Les acteurs de la société civile restent en veille permanente contre ces mesures injustes.



## Au niveau local, l'engagement des acteurs se poursuit...

Sur les territoires et dans les quartiers, une partie de l'action des collectivités locales, des communes en particulier, mais aussi des centres sociaux et des associations, est orientée vers le soutien à l'intégration et à l'accès aux droits des étrangers et des immigrés. Le Grdr, présent en Ile-de-France, dans les Hauts-de-France et de nouveau en Normandie, agit au quotidien pour l'accès aux droits des personnes âgées immigrées (> *encart sur le collectif retraites p.19*) compromis par le « tout numérique » et la disparition des guichets de proximité. Il soutient aussi les initiatives des femmes immigrées dans plusieurs communes de l'Essonne à travers des programmes de formation, d'accompagnement professionnel et entrepreneurial, construits autour de l'enjeu de l'articulation des temps de vie, axe central dans le processus d'insertion socioprofessionnelle des femmes en migration. A Lille, l'antenne des Hauts-de-France, a mis en place des ateliers d'apprentissage du français et des actions culturelles innovantes en lien avec des partenaires locaux de l'insertion par l'économie.

Les personnes immigrées actives, engagées, à travers leurs associations, comme d'autres acteurs de proximité, font vivre le dialogue avec d'autres cultures et œuvrent au quotidien pour apaiser et développer leurs territoires. A travers des actions diverses, elles permettent de créer des liens et de garantir la cohésion sociale. Cette réalité est trop souvent gommée et ignorée au profit de représentations erronées sur l'assistanat ou le communautarisme qui seraient induits par les migrations...



## Retraites : quand les droits des personnes âgées (immigrées) sont bafoués...

Regroupées en « Collectif Retraites » depuis 2022, plusieurs associations d'Ile-de-France, proposant un accompagnement aux droits à la retraite des personnes âgées immigrées, dont le Grdr, constatent l'impossibilité de réaliser certaines démarches essentielles auprès de la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (CNAV). Cette situation entraîne des interruptions de ressources et, de fait, une aggravation de la précarité des assurés. Elles déplorent les défaillances institutionnelles qui pèsent depuis plusieurs années sur un secteur associatif qui ne parvient plus à répondre à l'ensemble des demandes du public et regroupent leurs revendications dans une tribune publiée dans le **Club Médiapart le 13 oct.2022 (> QR code)**. Après plusieurs mois de mobilisation, une délégation du Collectif Retraite IDF a été reçue le 1er février 2023 par les représentants de la CNAV Ile-de-France. Le collectif a été accompagné jusqu'à son entrée dans les locaux par plus de



150 usagers et membres des associations participantes. Il a été rejoint par des représentants de la CGT CNAV qui soutiennent sa démarche et partagent le constat de la dégradation de la qualité du service public de l'Assurance retraite. Le Collectif Retraite IDF a rappelé à la CNAV que son objectif est de défendre un intérêt jugé légitime et commun : faire respecter les droits des usagers des services publics et respecter les grands principes du service public : égalité, continuité, adaptabilité.



« Retraite, le rendez-vous  
manqué de la CNAV »  
Club Médiapart

# Le double-espace , la conviction d'une continuité entre là-bas et ici

Largement ignoré des représentations administratives, le double-espace est la continuité ressentie, relationnelle entre deux territoires. Il est un espace de projets des personnes immigrées entre leur village, région, pays d'origine et leurs territoires d'accueil, de vie, de travail, dans les quartiers et les territoires en France.

Cet espace mouvant, qui peut paraître abstrait et qui est pourtant très concret, est au cœur de l'action du Grdr depuis sa création. Il porte un élan consubstantiel aux parcours de vie des immigrés africains qui, dès leur arrivée dans les années 60, ont porté et financé des projets et des actions de développement pour leurs villages d'origine.

Le Grdr a accompagné et appuyé ces projets portés le plus souvent par les associations de ressortissants de la moyenne vallée du fleuve Sénégal, mais aussi de Casamance puis de Guinée-Bissau. Aujourd'hui, les familles immigrées sont enracinées en France. Leurs enfants sont français. Mais les projets liés au développement là-bas se poursuivent et évoluent, s'inscrivant désormais dans de multiples territoires. Accompagner cette transition générationnelle des liens de solidarité entre ici et là-bas est un enjeu essentiel sur le double-espace, dont il revient aux acteurs de saisir les transformations et les nouvelles aspirations. Le Grdr continue à soutenir ces actions et associations et à les faire connaître ici et en Europe (*>. voir encart sur l'événement associatif annuel du Grdr, « Les migrations font bouger le monde » du 9 décembre 2023 - p.23*)



Ce rôle des diasporas sahéliennes et plus largement africaines est essentiel et méconnu : elles sont pourtant les principales actrices de la sécurisation des moyens d'existence des populations restées au pays (les transferts monétaires vers les pays d'origine sont 3 fois plus importants que l'aide publique au développement, selon le Fonds Monétaire International). Elles sont souvent à l'origine d'actions interculturelles, de projets d'intégration, de création d'entreprises ici ou là-bas, parfois entre les deux dans le cadre de filières spécifiques. Depuis dix ans, de nombreux jeunes franco-africains décident de s'implanter dans les territoires d'origine des familles (> *encart «Le «Sequin Sô» des Repat» p. 28).*

L'enjeu est désormais de mieux identifier et faire connaître les actions de ces diasporas sur les territoires et de valoriser cinquante à soixante années d'histoire et d'engagement des populations du double espace sahélo-français dans le co-développement. Dans le contexte particulièrement tendu des relations entre la France et plusieurs pays du Sahel, le rôle de passerelles de solidarité des diasporas doit être mieux appréhendé. A travers leur expérience concrète de ce « double-espace », leurs connaissances des contextes locaux, les capacités de résilience ici comme là-bas de ces personnes immigrées et de leurs associations, peuvent être des sources pour renouveler le dialogue et retrouver la paix. D'une rive à l'autre de la Méditerranée, de part et d'autre du Sahara, même en l'absence de délivrance de visas, leur binatio-

nalité leur permet de circuler entre ces espaces et de poursuivre leurs engagements personnels et professionnels, au-delà des conflits interétatiques.

Il apparaît ainsi essentiel de réinvestir les espaces et débats publics en les nourrissant des réalités des migrations. Cela met en évidence leurs apports socioéconomiques et culturels sur ce double-espace, préservant ainsi les liens familiaux et amicaux et les solidarités par-delà les frontières et malgré les tensions diplomatiques.

En France, nombreux sont les élus municipaux et départementaux qui sont désormais issus de ces diasporas africaines. Des voix qui pourraient être davantage prises en compte par les pouvoirs publics nationaux et locaux en les considérant comme des interlocuteurs atypiques et riches de valeurs et de savoir-faire (> *témoignage de Lamine Camara pour la CEFOM, p.22).*





témoignage

**Témoignage de Lamine Camara**  
Président de la Coordination des  
Élu-e-s Français-e-s d'Origine  
Maliennne (CEFOM)

*« Cette année nous avons organisé des rencontres au Sénat et à l'Assemblée Nationale, afin de donner la parole aux organisations des diasporas dont les voix sont très peu entendues alors qu'elles sont, au même titre que l'ensemble des populations, des actrices très concernées par la cessation des financements et des projets de co-*

*développement entre la France et le Mali. Ces événements ont également été l'occasion de rappeler l'engagement des organisations telles que le Grdr ou des collectivités territoriales engagées dans la coopération décentralisée, pour renouveler et réaffirmer la volonté de poursuivre les partenariats, au-delà des frontières européennes. Les actions de la CEFOM sont articulées autour de deux objectifs : entretenir une forme de dialogue entre les Etats et changer le regard qui est porté sur les migrations. En tant qu'élue-e-s français.es d'origine maliennne,*

*nous avons la possibilité d'agir sur nos territoires pour donner à voir les réalités de la vie des migrants, la manière dont ils travaillent main dans la main avec leurs concitoyens pour le bien vivre ensemble. Avec le Grdr, nous avons cette mission en commun et la volonté de répondre aux enjeux des populations qui ont immigré et qui font face à des difficultés, dans les foyers de travailleurs migrants, les étudiants ou les premières générations, qui luttent aujourd'hui pour la valorisation de leurs apports sur le double espace ».*

## “Les migrations font bouger le monde” un forum qui a réuni plus de 150 personnes autour du double-espace et de l’Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI)

9 décembre 2024, Campus Condorcet, Paris

Alors que « la loi pour contrôler l’immigration et améliorer l’intégration » était en passe d’être adoptée par l’Assemblée Nationale française, cet événement organisé par le Grdr a réuni 150 personnes pour remettre au centre des débats les principaux acteurs concernés et pourtant trop souvent invisibilisés, à savoir les personnes immigrées et les associations des différentes diasporas. Il est apparu au cours des échanges qu’il est essentiel de proposer un autre narratif collectif, plus humain et plus juste, qui remette à l’honneur le rôle des migrant.es dans l’atteinte des objectifs du développement durable (ODD) et la création de passerelles de solidarité entre les territoires. Ce forum a donc permis de croiser les regards des diasporas, des acteurs de la solidarité, de l’éducation, des politiques publiques, des représentants des collectivités territoriales et de la recherche autour des questions de la visibilité des initiatives des migrants et de leurs associations, aussi bien là-bas comme acteurs de développement qu’ici comme levier d’intégration et du rôle de l’éducation aux migrations dans la cohésion sociale. Grâce à des méthodes issues de l’éducation populaire, les participants ont également été amenés à déconstruire les idées reçues sur les migrations et à interroger la manière de s’approprier ces enjeux à leurs échelles, dans leurs territoires, tout en mettant toujours au centre l’importance de « faire ensemble », en pluri-acteurs.





# Non, les chiffres ne parlent pas !

Face aux manipulations des chiffres sur les migrations, les statistiques publiques (INSEE, Eurostat...) rappellent la réalité du fait migratoire en ramenant les chiffres absolus au pourcentage très modéré de la population française ou européenne.<sup>6</sup>

Cependant, derrière les chiffres et les catégories administratives des titres de séjour, que sait-on des motivations, des désirs, des nécessités qui poussent les personnes à quitter leur pays ?

Les déterminants du départ, trop souvent réduits à des raisons socioéconomiques pour expliquer les causes des migrations, servent ainsi à l'arrivée à juger de la légitimité de la décision migratoire et de la voie d'accueil ou de renvoi qui lui sera opposée. Mais la détermination humaine qui insuffle le choix de l'exil est ignorée dans la délivrance des droits à vivre en France ou plus largement en Europe. Cette diversité de causes, mêlant culture, économie, environnement, politique et vie personnelle n'entre pas ou si peu dans les catégories qui donnent accès ou

pas à un visa. Arrivées en France, les personnes immigrées, sont souvent anonymisées, déshumanisées, autorisant un traitement indifférent et utilitariste de l'immigration. C'est pourquoi nombre d'associations et de projets, notamment européens, ont choisi de « raconter la migration autrement », de donner à comprendre l'épaisseur des récits de vie, les dangers du voyage et les réalités qui ponctuent les parcours migratoires, du départ à l'installation sur un nouveau territoire. (*> témoignage d'Aly Tandian, Directeur de l'Observation sénégalais des migrations p.25*).

6. François Héran – « Immigration : le grand déni » - Edition Seuil - 2023.

## Témoignage d'Aly Tandian,

Directeur de l'Observatoire sénégalais des migrations et partenaire dans le cadre du projet de recherche "Opportunities", qui travaille à la déconstruction des idées reçues sur les migrations et à la construction d'un débat plus inclusif sur l'immigration

*« Les migrations au Sénégal ont occasionné des mutations sociales connues grâce aux enquêtes réalisées par des structures locales et des équipes de recherche, mais sans véritablement mettre à jour les véritables causes profondes des migrations. A travers le projet OPPORTUNITIES, auquel participe le Grdr, des cross talks et une méthodologie ont été établies pour développer un dialogue équitable entre les migrants, les citoyens, agents de l'État, associations etc.*

*Le Groupe d'Etude et de Recherche sur les Migrations (GERM) de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis a réalisé en 2023 des cross talks à Saint-Louis en avril, à Louga en mai et à Dakar en juin. Ils ont permis de se pencher sur les « causes profondes » des migrations, les déterminants socioculturels dans les projets migratoires, les pratiques et facteurs historiques, économiques, sociaux et politiques qui contribuent aux migrations, les évolutions récentes des migrations, les destinations souhaitées par les migrants, etc.*

*Ils ont également permis de mobiliser des informations sur la gouvernance des frontières, les cause de la stigmatisation des migrants et comment y mettre fin, mais aussi sur les synergies entre les parties prenantes (société civile, secteur privé, autorités locales, parlements et universités) pour la mise en œuvre de politiques migratoires, le dialogue entre les États sur la question des migrations, la réduction de la vulnérabilité des migrants tout au long des routes migratoires...»*

Opportunities est financé par l'Union européenne et regroupe 14 partenaires originaires de 12 pays d'Europe et d'Afrique.



témoignage



## Raconter les migrations : un enjeu qui se renouvelle

I l apparaît essentiel de réinvestir les espaces de débats publics, les lieux culturels, en y apportant les réalités humaines des migrations. Les acteurs des territoires, comme la société civile ou les collectivités territoriales, sont des vecteurs de transmission de ces réalités, tant ils sont en contact quotidien avec les citoyens dans toutes leurs diversités et au cœur de leurs actions (> *Témoignage de Chantal Charrade – Chargée de mission de la cohésion sociale de la ville de Clermont Ferrand p.27*). Il s'agit également, pour les organisations diasporiques, de rendre visibles, aux yeux des acteurs locaux, des ci-

toyens, des journalistes, leurs parcours de vie et leurs diverses implications entre « ici et là-bas ». L'interconnexion des citoyens à travers le monde tend globalement à atténuer les frontières. Ce sont les Etats qui n'ont pas pris la mesure de cette transition universelle qui est pourtant, localement, source d'innovation sociale, de créativité et de développement durable. Il appartient aux acteurs du co-développement et à leurs partenaires de coopération, de souligner ces externalités positives qui font partie des réalités de la question de l'immigration.





témoignage

## Chantal Charrade

Chargée de mission de la cohésion sociale  
de la ville de Clermont-Ferrand

« En novembre 2020, Clermont-Ferrand a adhéré à l'Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants (ANVITA) et a depuis constaté des changements dans la manière dont les publics issus des migrations sont de mieux en mieux intégrés dans les politiques publiques d'accueil. Il y a d'ailleurs une augmentation de la demande en ce qui concerne la formation et la sensibilisation des agents de la ville sur les questions migratoires et les situations administratives des personnes en situation de migration. Le Contrat Territorial d'Accueil et d'Intégration (CTAI) a permis de structurer l'organisation du service "ville inclusive" et donc de travailler et financer le projet ODDyssée, en lien avec l'ANVITA et le Grdr. On a ainsi pu développer ensemble une méthodologie très intéressante de diagnostics territoriaux sur l'enjeu des migrations et de l'éducation. Elle permet de renforcer les discussions multi-acteurs et les formations des élus et agents sur les parcours migratoires. On a également travaillé ensemble à la mise en place d'un prix "JM", pour récompenser les projets locaux d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale sur les thématiques de migrations et de développement durable. Avoir un partenaire extérieur à la ville, comme le Grdr, nous permet d'apporter des innovations dans les pratiques de la ville. D'ailleurs nous avons repris le prix "JM" qui sera relancé cette année et intégré au prix des jeunes talents de Clermont Ferrand.»

## Le « Seguin Sô » des Repat' de l'Union des Ambassadeurs : des mobilités multiples sur le double-espace

Le 25 novembre 2023, un débat a été organisé lors de la projection du documentaire « Nos Tungas » réalisé par l'Union des Ambassadeurs (UDA). Cette rencontre a rassemblé une centaine de participants à la Halle Pajol à Paris, et a permis d'échanger sur la « repatriation ». En effet, les nouvelles générations issues de la diaspora restent très attachées à leurs pays d'origine. Cependant, elles semblent vouloir, en grande partie, s'inscrire dans une dynamique différente de celle de leurs aînés à travers de nouveaux mécanismes d'articulation de leur bi-culturalité. Le mouvement de « repatriation », incarné par l'« Union des Ambassadeurs », association d'entrepreneur.e.s issu.es de la migration malienne, s'inscrit dans cette logique. A travers son programme nommé « Seguin Sô », cette association œuvre pour promouvoir le retour au pays des jeunes générations issues de l'immigration qui souhaitent participer au développement durable de leur territoire d'origine. « Les parcours de repatriation » sont « *aussi nombreux qu'il y a de personnes qui entreprennent ce voyage de retour* » précise Yahia Camara, membre de l'UDA. La « repatriation » est donc à l'image des différentes façons de vivre sur le double-espace au sein des diasporas africaines. Ces repat' symbolisent la multitude de modèles de mobilités, dans un espace où les frontières peuvent aussi être de réels ponts pour le développement durable et équitable, dans le respect des cultures et des écosystèmes locaux.

## Informier, comprendre, agir pour les migrations et le développement

Les form'actions « Migration et Développement » construites et animées en partenariat avec la Ligue de l'Enseignement et à destination des acteurs socio-éducatifs (établissements scolaires, centres sociaux, MJC, associations) permettent de comprendre les dynamiques reliant les migrations et les Objectifs de Développement Durable (ODD), à travers des outils d'éducation populaire. Elles favorisent l'échange à partir de situations éducatives et elles donnent des clefs pour que les professionnels de l'éducation se saisissent de la question et puissent la transmettre aux jeunes qu'ils encadrent, grâce à un discours informé et une posture inclusive. Déclinées également pour les élus et agents territoriaux, avec l'Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants (ANVITA), elles contribuent à territorialiser les liens entre migration et développement durable, à différentes échelles. En 2023, les équipes du programme ODDyssée, financé par l'AFD, ont animé 8 « form'actions » pour 92 acteurs éducatifs dans le Nord et le Pas-de-Calais, 39 travailleurs sociaux d'Île-de-France (Paris, Montreuil, Ivry) et 120 élèves de Seine-Saint-Denis et du département du Nord.



## Réouverture de l'antenne du Grdr en Normandie

Au tournant des années 2000, le Grdr s'est engagé auprès des migrants sur leurs parcours d'insertion et d'intégration en France. Après l'antenne des Hauts de France en 2002, c'est en Normandie que la seconde antenne du Grdr en France a été créée dès 2003, à Rouen, pour travailler sur les discriminations cumulées en direction des femmes âgées immigrées. Il en est ressorti un ancrage local très fort dans certains quartiers comme les Hauts-de-Rouen, ou en Seine-Maritime à Elbeuf ou au Havre, avec une équipe réunissant 5 salariés. A partir de 2013, les activités se sont réduites, faute de financements. Mais le Grdr a continué d'intervenir à distance grâce à ses équipes basées en Ile-de-France, sur la formation des professionnels et bénévoles à la communication interculturelle, l'appui aux initiatives féminines et l'accompagnement des séniors. Le projet sur l'inclusion sociale des migrants vieillissants, lancé fin 2022 avec le soutien du Fonds Asile Migration Insertion (FAMI) de l'Union européenne et de la Commission Interministérielle pour le Logement des Personnes Immigrées (CILPI) nous a donné les moyens de réouvrir notre antenne en 2023, avec l'installation d'une équipe de 3 personnes. Le forum « L'accès des séniors immigrés aux dispositifs de droit commun en Seine-Maritime : Enjeux et Perspectives » qui a eu lieu le 14 mai 2024, et a réuni plus de 80 personnes, est sans aucun doute un moment fondateur du redémarrage de cette antenne.

## Cultivons une intégration d'aspiration

En Ile-de-France il existe une diversité de dispositifs agricoles, dont l'accès est difficile pour les personnes immigrées. Le secteur agricole présente pourtant de réelles opportunités d'emploi, avec des métiers qui ont du sens et qui peuvent développer des vocations, notamment pour les personnes issues de l'immigration ayant acquis des compétences agricoles dans leur pays d'origine. Depuis plus de 2 ans, le Grdr a créé, en partenariat avec la ferme agroécologique « Sauvages et Cultivées » de Chelles, le programme « Cultiv'Acteurs » pour faire émerger les conditions d'un nouveau cadre de professionnalisation des personnes migrantes et contribuer à leur insertion socioprofessionnelle par l'agriculture durable.

Ce programme permet de sensibiliser aux différents métiers et dispositifs de formation existants dans le secteur. Le projet s'est décliné, en 2023, autour de la combinaison de deux offres d'expérimentation : un volet « sensibilisation » comprenant 6 ateliers pour rendre compte de la variété des métiers et formations existantes et un volet « immersion » de 10 journées à la ferme agroécologique pour renforcer les compétences techniques.



## ? Quelques questions à...



Hamidou  
Dia

**Hamidou Dia est socio-anthropologue, chargé de recherche à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et membre du laboratoire Ceped de l'Université Paris Cité. Il est plus particulièrement intéressé par les thématiques liées aux migrations internationales, à l'enseignement-formation, à la circulation des savoirs et enfin au triptyque « Familles-Religions-Education ». Compagnon de route du Grdr depuis plus de quinze ans, il est aussi l'auteur du concept de « village multi-situé » qui renvoie aux « ici et là-bas » du « double-espace » de la coopération, le long des parcours migratoires.**

1

**Hamidou, quel regard portez-vous sur la question des mobilités telle qu'elle est abordée aujourd'hui entre l'Europe et l'Afrique ?**

*« Le sujet des migrations est révélateur du modèle de relations entre l'Europe et l'Afrique aujourd'hui. C'est une asymétrie, dont témoigne le traitement de la question des mobilités entre les deux continents. Les décisions et politiques relatives aux migrations sont aujourd'hui définies en fonction des priorités stratégiques européennes. Elles ignorent la conjoncture et les préoccupations de plusieurs régions du continent africain. En Europe, le vocabulaire dominant sur les migrations est une constellation de mots restrictifs tels que le « contrôle », les « frontières », « irrégularité », « renvoi », « expulsion ». C'est un lexique connoté négativement. Il exprime des positionnements qui ignorent et bafouent l'aspect essentiel des migrations pour la condition humaine.*

*Or, les migrations sont vectrices d'enrichissement pour les sociétés. Du côté des territoires d'origine des personnes qui migrent, et spécifiquement de la moyenne vallée du fleuve Sénégal, cela est d'autant plus remarquable car sans les ressources et investissements des immigrés, ces territoires se seraient désintégrés. Les ressortissants de la moyenne vallée du fleuve ont investi depuis des décennies dans l'éducation, la santé, les infrastructures diverses et ont également apporté leur expérience de la vie citoyenne, leurs engagements sociaux pour contribuer à l'essor de leurs villages d'origine. Les migrations contribuent au rapprochement des peuples en favorisant*



*le partage des savoirs, les échanges culturels divers et la connaissance de l'autre dans toute sa diversité. L'universel dont se réclame le monde ne peut pas être unilatéral et doit se faire dans le respect et la tolérance de l'ensemble des sociétés et de leurs réalités.*

*Les débats actuels sur les migrations en Europe ne mentionnent pas non plus que ces migrations existent dans le sens inverse. Elles ont d'ailleurs toujours existé. Les Européens ont été de grands migrants à travers les siècles. Une migration qui a d'ailleurs été empreinte de violence à plusieurs périodes de l'Histoire.*

**Le continent est tellement conscient du caractère naturel de la mobilité des hommes qu'il a créé pour lui-même une libre circulation des personnes à travers l'espace Schengen.**

*Pourtant aujourd'hui, on y présente les migrations venues d'ailleurs comme des menaces ou des agressions, qualifiant les personnes immigrées de « délinquants, friands des avantages sociaux en France » par exemple, on leur colle des caractères négatifs qui ne les définissent en rien. Il y a de nombreux chercheurs, professionnels de la société civile ou autres acteurs qui connaissent vraiment les réalités de cette thématique. Mais ils sont très rarement invités sur les plateaux publics pour en discuter. Nous*

**Il est regrettable qu'en Europe la grande connaissance et l'accumulation de savoirs qui ont été produits sur les migrations ne soient pas mobilisés dans les débats publics actuels**

*avons à la place des personnalités diverses, politiques, qui profitent de l'attention pour véhiculer des messages de haine de l'autre et de peur du futur. L'Europe va changer, elle a déjà changé, et l'Europe d'il y a 150 ans n'existe plus. Celle de 2100 ne sera pas celle de 2024. C'est une réalité de l'évolution des territoires qu'il faut documenter de manière constructive en s'appuyant sur des chercheurs et d'autres experts habilités à appréhender les différents concepts qui régissent les sociétés. »*

2

**Selon vous, quel serait le rôle des diasporas dans la redéfinition des échanges entre les Etats ?**

*« Les diasporas sont riches d'expériences quotidiennes entre différentes sociétés, d'expériences familiales, professionnelles, religieuses, culturelles, scientifiques différentes. Les diasporas représentent un levier puissant pour redéfinir la nature des liens entre les pays et les enrichir. Aujourd'hui plus que jamais, les diasporas doivent être associées à la définition des politiques publiques en matière de relations internationales. Les politiques publiques doivent être pensées avec ces acteurs essentiels. C'est pourquoi je porte un plaidoyer vibrant à l'endroit des décideurs, pour qu'ils intègrent définitivement et sincèrement les diasporas dans les politiques en*

*de migrations, d'investissements pour le développement durable et de diplomatie également.*

*Les diasporas sont une mine inexploitée pour les Etats qui doivent apprendre à apprécier leurs compétences et leurs expertises dans de multiples domaines en fonction de leurs qualifications académiques, mécaniques ou techniques et de leur spécificité migratoire. Chacun des acteurs des diasporas, dans leurs différentes formes sont des « ambassadeurs sans titre » des pays dans lesquels ils exercent leur citoyenneté. Que ce soit dans le domaine du sport, de la recherche, des arts, de la solidarité... l'ensemble des personnes qui ont migré véhiculent les attractions des pays qui composent leurs parcours de vie dans le « double-espace ». Il est important de considérer l'ensemble de ces individus qui portent, à travers leurs actions, un bout de la diplomatie des pays. Si on prend l'exemple de la politique de la France à destination du continent africain ces dernières années, il est évident qu'elle aurait gagné à intégrer et écouter l'ensemble de ces acteurs des diasporas. A travers leur présence ici et là-bas, ils jouent un rôle d'alerte, de veille et sont force de proposition par rapport aux décisions qui doivent être prises.»*

3

**En quoi « les villages multi-situés » trouvent-ils leur expression dans la conjoncture transnationale actuelle ?**

*« J'ai créé le concept des « villages multi-situés » lorsqu'il m'a été donné l'occasion de travailler précisément sur les dynamiques migratoires des habitants de la*

*moyenne vallée du fleuve Sénégal. Ce concept invite à dépasser les limites du regard simple souvent porté sur ces « migrants », longtemps cantonnés à des activités professionnelles déclassées dans leurs sociétés de vie. En réalité, ces personnes sont les vaillantes projections de leurs villages d'origine qu'ils entretiennent et portent à travers leurs actions. Les ressortissants du Sahel ont tissé, au fil des ans, des connexions indéniables entre leurs villages d'origine et les autres régions du monde, cela au-delà des frontières. Ils sont aujourd'hui retraités, ouvriers, cadres, élus politiques, dirigeants d'entreprises, étudiants, travailleurs sociaux... Et ils continuent de nouer, grâce à une continuité générationnelle, des liens d'attachement et d'actions forts avec leurs pays d'origine. C'est une particularité admirable qu'il faut raconter et réaffirmer. Si on ne peut pas nier les destins tragiques de certains parcours migratoires, ils ne doivent pas être les seuls mis en avant.*

*Les parcours migratoires des uns et des autres rapprochent les peuples. Ils font que, par exemple, après l'attaque de Charlie Hebdo en France, en 2015, dans la mosquée d'un village du Sénégal, l'imam a prononcé une prière pour soutenir la France dans cette épreuve car « si la France est en paix, c'est notre village qui est en paix aussi, parce que notre village est lié à la France ».*

## ? Quelques questions à...



Marie José  
Bernardot

Marie-José Bernardot est l'ancienne responsable du bureau de l'intégration sociale, culturelle et territoriale au ministère des affaires sociales de 2007 à 2015 (Direction de la Population et des Migrations) puis au ministère de l'immigration et de l'intérieur. Très engagée sur les questions migratoires, elle a co-fondé l'association Désinfox-Migrations. Elle est également l'autrice de l'ouvrage « Étrangers, immigrés : (re)penser l'intégration » (2019, presses de la Haute école de santé publique). Elle a rejoint le Conseil d'Administration du Grdr en juillet 2023.

1

Quel regard portes-tu sur la question de l'immigration telle qu'elle est abordée aujourd'hui en France ?

« Depuis plus de 30 ans l'immigration est présentée comme un problème, voire un danger pour la société française. Après avoir tenté de renvoyer les immigrés chez eux en 1974 avec l'instauration des visas, la politique migratoire de la France a été marquée par des durcissements successifs... avec l'adoption d'une loi tous les 2 ans ! La vision de la plupart des ministres de l'intérieur depuis 1993, quels que soient leurs bords politiques, est fondée sur la théorie de « l'appel d'air » selon laquelle la France serait un pays particulièrement attractif pour les étrangers, notamment africains. Comme si ces derniers comparaient les dispositifs sociaux des Etats européens ! Leur conviction est qu'il faut fortement restreindre les possibilités d'immigrer légalement en fonction des « capacités d'intégration » du pays, notamment en termes de logements et d'emplois. C'est méconnaître le fait que plusieurs secteurs économiques essentiels pour toute la population (que ce soit dans les domaines de la

Les gouvernements n'ont jamais consacré d'efforts suffisants pour mettre en place une vraie politique d'accueil et d'intégration qui facilite l'installation, l'accès aux droits, l'acculturation... L'intégration sociale et culturelle est un processus de longue haleine, variable selon les individus et les groupes, mais qui peut être facilité ou ralenti.



santé, de l'aide aux personnes âgées, des personnes handicapées, des familles, du bâtiment, de la restauration, etc.) reposent largement sur les immigrés mais aussi que l'apport des immigrés reste aujourd'hui - comme hier - un facteur de développement économique, social et culturel. Notre voisin allemand l'a compris depuis longtemps puisqu'il consacre à l'intégration un budget 10 fois supérieur à celui de la France et en se montrant plus ouvert aux étrangers. 20% des citoyens allemands ont personnellement participé à l'accueil des réfugiés du Moyen-Orient en 2015-2016 !

La politique très restrictive mise en œuvre en France, marquée par le soupçon, sans doute enracinée dans une culture de la domination, est contre-productive. L'immigration s'est en partie reportée sur la demande d'asile - une porte entrouverte avec les titres de séjour familiaux et les étudiants - et l'image de la France à l'étranger est durablement abîmée, en particulier dans les pays d'Afrique de l'Ouest et du Nord où le ressentiment se développe.»

2

**Quels rôles la société civile peut-elle jouer pour faire évoluer la manière dont les immigrés et l'immigration sont perçues en France ?**

« En France, la société civile, joue déjà un rôle majeur grâce aux actions des citoyens, des associations qui sont engagées dans les quartiers, sur tous les territoires, dans

l'accueil, l'aide aux devoirs, l'apprentissage de la langue française, les centres sociaux, y compris dans l'hébergement de mineurs étrangers isolés comme le font Utopia 56 et d'autres associations. Sans tous ces bénévoles, retraités mais aussi étudiants qui sont engagés dans des organisations telles que la Cimade, le Gisti, la Ligue des Droits de l'Homme, RESF (réseau éducation sans frontières) ou autres, et qui consacrent du temps à aider les étrangers à franchir les obstacles, accéder à leurs droits, à des papiers, les situations locales, y compris dans les quartiers populaires, seraient beaucoup plus dégradées, avec davantage de personnes sujettes à des troubles mentaux, etc...

Les relais d'opinion, les chercheurs, les journalistes, les chefs d'entreprises ont aussi un rôle important dans le débat public concernant les migrations, d'où la création de « Désinfox-migrations » en 2020. Mais hélas, le travail sur les faits, les connaissances appuyées sur la recherche et la statistique publique ne « percutent » pas suffisamment pour endiguer la marée de préjugés et de désinformation aggravée par les réseaux sociaux.

Il faut trouver aussi d'autres modalités pour toucher les gens. Il faut aussi s'adresser à leur sensibilité : les récits portés par les « migrants » eux-mêmes via des journaux, des podcasts, mais aussi des films, du théâtre, devraient être davantage portés à la connaissance de tous. Il me semble aussi indispensable de développer des actions

*culturelles, intergénérationnelles, coproduites par des écoles, collègues, centres sociaux notamment sur la mémoire de l'exil, mais aussi, pourquoi pas sur d'autres sujets comme les relations filles/garçons, la laïcité, etc »*

3

### **Quels engagements poursuivez-vous aujourd'hui, en tant qu'administratrice du Grdr ?**

*« J'ai découvert le Grdr en 2010 lors d'une réorganisation administrative. Une partie des activités du Grdr en France était jusqu'alors financées par l'Agence nationale pour la Cohésion Sociale et l'Égalité des chances [Acse ex-Fonds d'Aide et de Soutien pour l'Intégration et la Lutte contre les Discriminations (FASILD)]. Pour le ministère des Affaires sociales où je travaillais à l'époque, le Grdr relevait désormais des crédits de l'intégration. Avec mon équipe, nous avons été amenés à travailler fréquemment avec le Grdr en France sur l'accès aux droits des personnes âgées immigrées, sur l'insertion sociale et professionnelle des femmes, sur les relations entre l'école et les familles... J'ai noué à cette époque d'excellentes relations avec mes interlocuteurs du Grdr, avec lesquels nous avons même pu « co-produire » certains programmes et actions, malgré un contexte politique a priori peu propice !*

*Connaissant la qualité et l'engagement des équipes du Grdr, j'ai donc accepté avec enthousiasme la proposition du pré-*

*sident du Grdr d'intégrer le Conseil d'Administration en 2023. Cette association me paraît très bien placée pour prendre sa part et sa place dans l'évolution des représentations de l'opinion publique, parce qu'elle intervient directement auprès des personnes de la diaspora africaine et soutient leurs associations depuis 50 ans. Elle a acquis une connaissance concrète des publics et des situations.*

*Le Grdr aussi l'une des rares associations impliquées à la fois dans les pays d'origine des immigrés et en France. Cela lui donne une capacité de compréhension et d'analyse à la fois sur les transformations des territoires et les populations là-bas et sur les problématiques d'intégration et d'accès aux droits ici.*

*J'aimerais aider à mettre encore davantage à profit cette expertise pour faire mieux connaître tous les apports de la diaspora africaine en France et aussi à développer le « pouvoir d'agir » de ces immigrés, en particulier des femmes, notamment sur les problématiques complexes des adolescents et des relations avec l'institution scolaire.»*

**Le Grdr est aussi l'une des rares associations impliquées à la fois dans les pays d'origine des immigrés et en France. Cela lui donne une capacité de compréhension et d'analyse à la fois sur les transformations des territoires et populations là-bas et des problématiques d'intégration et d'accès aux droits ici**

2

chapitre

Le littoral  
ouest-africain :  
des écosystèmes  
fragiles





Le littoral ouest-africain se caractérise par un patrimoine riche en ressources naturelles, renouvelables et non renouvelables. Elles offrent une diversité de biens et de services socioéconomiques, écologiques, culturels et culturels aux habitants, et sont un facteur d'attractivité pour bon nombre de personnes. En effet, cette région est marquée par une longue tradition migratoire, ce qui en fait à la fois un territoire d'accueil (pêcheurs, commerçants, etc.) et de départ (migrations intra-africaines et vers l'Europe de l'Ouest), mais aussi un

espace intégré dans les flux économiques sous-régionaux et mondiaux. Les dynamiques économiques, soutenues, parfois concurrentes et conflictuelles (tourisme, pêche, exploitations minières, etc.), animent cette région marquée par une forte croissance démographique, par l'urbanisation, par l'intensification des mobilités et par la pression des changements climatiques.



**Au regard de ces dynamiques, est-il possible de concilier les intérêts parfois divergents des différents usagers des territoires ?**



# La filière huile de palme : un pilier de la vie socio-économique du littoral



Les parcs agroforestiers désignent des systèmes d'exploitation des terres dans lesquels des espèces ligneuses vivaces (arbres, arbustes, etc.) sont cultivées et cohabitent avec d'autres activités agricoles ou d'élevage. C'est le cas des parcs agroforestiers à palmiers à huile. En Casamance, au Sénégal, et dans la région de Cacheu, en Guinée-Bissau, les palmeraies sauvages, essentiellement composées de palmiers à huile, fournissent de nombreuses ressources aux populations locales.

L'huile de palme produite dans ces territoires joue un rôle économique et alimentaire de premier plan. Elle est riche en apports nutritionnels, notamment en vitamines A et E. Elle est une source importante de revenus pour les ménages, en particulier pour les femmes qui la produisent. Entre autres usages des palmiers à huile, on retrouve le bois qui sert à la construction, la sève fraîche comme substitut au lait maternel ou transformée en vin et consommée lors des cérémonies traditionnelles (mariage, décès, etc.), et les racines bouillies pour soigner la colique par exemple. La palmeraie sauvage est aussi un lieu où cohabitent plusieurs essences (baobab, tamari-

nier, manguier, raphia, etc.) et cultures (arachide, riz). C'est aussi parfois un lieu de culte.

Si l'exploitation de l'écosystème, grâce aux savoir-faire des populations, se fait plutôt dans la durabilité, la palmeraie n'en demeure pas moins menacée dans certains territoires, notamment du fait de l'extension des vergers d'anacardiers.



En Guinée-Bissau, troisième producteur africain de noix de cajou, le secteur représente 80% des recettes d'exportation, 18% du PIB et emploie plus de 90% de la population. Entre 2000 et 2015, la production a été multipliée par trois et les vergers d'anacardiens s'étendent désormais à perte de vue, souvent au détriment d'autres arbres comme les palmiers à huile. En effet, pour installer ces vergers, les agriculteurs pratiquent préalablement l'abattis-brûlis de jachères dans lesquelles on retrouve d'autres essences, dont les palmiers à huile.

A cela s'ajoute le fait que l'ombre des anacardiens entrave la régénération naturelle des jeunes plants de palmiers à huile, lorsqu'ils sont plantés densément.

## Un festival Mangal pour sensibiliser sur les enjeux de la gestion des écosystèmes de mangrove

Le festival « Mangal » s'est déroulé de juin à novembre 2023 et a impliqué plus de 300 partenaires des paysages des rivières du sud en : Guinée, Guinée-Bissau et Sénégal. Impulsé par les membres du « Collectif 5 Deltas » (dont le Grdr est un des membres fondateurs) et rejoint par l'UICN et Wetlands International, ce festival se fixait pour objectif de sensibiliser plusieurs types d'acteurs sur les enjeux de la gestion des écosystèmes de mangrove et articulait conférences scientifiques, ateliers interactifs pour petits et grands, expositions photographiques, projections de films, animations culturelles. Il a permis de former et sensibiliser 225 élèves et 32 enseignants de 8 écoles des 3 pays. Il a parcouru plus de 2000 kilomètres



en 12 jours aux côtés de 24 gestionnaires de 18 aires protégées pour aller à la rencontre des habitants des territoires

Un « Hackaton » a été organisé impliquant 7 universités et plus de 70 étudiants des 3 pays (Sénégal, Guinée-Bissau, Guinée) pour faire émerger des thématiques de recherche-action, encourager les communautés à l'apprentissage de pratiques, inviter les étudiants à s'investir sur les enjeux liés à la conservation de la mangrove, etc. Ce festival s'est achevé les 24 et 25 novembre lors d'un événement festif et scientifique « Vivons la mangrove » à Toubacouta, dans le Siné-Saloum, au Sénégal.

Les palmeraies de ces territoires constituaient pourtant auparavant des biens collectifs pour les habitants. Mais depuis les années 1980, la course à l'occupation des terres et à la plantation d'anacardiers a transformé ce bien collectif en propriété privée de celui qui détient la terre où se trouvent les anacardiers. Cette situation illustre la difficile conciliation entre exploitation d'anacardiers et renouvellement des palmeraies sauvages. Elle interroge également l'accès des usagers à la ressource, en particulier les femmes, qui sont au cœur de la filière huile de palme en tant que productrices pour subvenir aux besoins de leurs familles (santé, éducation, etc.). Mais du fait de leur accès difficile au foncier, elles sont vulnérables face aux décisions de celui qui détient la terre...



### **Diversifier les sources de revenus et encourager la constitution de cadres de concertation**

Dans le cadre du programme « Gouvernance Concertée des Ecosystèmes du Littoral », le Grdr accompagne les ménages et exploitations agro-sylvo-halio pastorales dans leur stratégie de diversification des sources de revenus monétaires à travers l'appui et le suivi des alternatives techniques et organisationnelles. Ces alternatives favorisent gains de temps, rentabilité, réduction de pénibilité, réduction des coûts (four amélioré, unité de transformation, presse améliorée, groupe d'épargne, stockage commun) et ont été largement diffusées à l'échelle des régions de Cacheu, auprès de 25 groupements de productrice d'huile de palme (plus de 1000 femmes) de 5 unités de production. Aussi, des cadres d'échanges et de dialogues à des échelles régionales (palmeraies), nationales (mangrove), sous régionale (foncier, aires protégées) se sont consolidés et légitimés autour des enjeux de gestion des ressources, afin de favoriser un dialogue entre les différentes catégories d'acteurs.



## **Le dialogue concerté pour une gestion durable des ressources et écosystèmes de mangrove en Guinée Bissau**

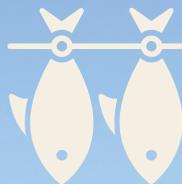
Avec un total de 326 000 hectares, la Guinée-Bissau est un pays de mangroves par excellence. Cet écosystème couvre près de 10 % du territoire national, proportion la plus élevée au monde. Et ces forêts de mangrove fournissent une série de biens et de services d'importance stratégique pour le pays. En 2023, le Grdr a renforcé ses liens et engagements auprès des partenaires dans

le cadre de la gestion des écosystèmes de mangroves, autour de 3 axes :

- > Accompagner la mise en place d'un dialogue concerté des acteurs autour d'une plateforme nationale sur les paysages de mangrove (PLANTA) qui structure la coordination d'organisations gouvernementales et non gouvernementales.
- > Mise en service d'une géodatabase, outil de suivi et d'aide à la décision en facilitant l'accès aux données nationales collectées et géoréférencées par les acteurs

de la PLANTA.

- > Participation à la définition d'un cadre réglementaire à l'échelle nationale qui définit les conditions d'exploitation, de gestion et de conservation de cet écosystème de manière durable et équitable. Une consultation en vue de l'élaboration d'un projet de loi spécifique pour les mangroves (porté par l'IBAP avec l'appui de l'UICN, de Wetlands International Africa et du Grdr) a été validée par l'ensemble des parties prenantes et est entre les mains du ministère de l'environnement.



# La pêche :

une filière littorale emblématique à l'épreuve  
d'une gestion durable et concertée



Un peu plus loin, l'écume de mer s'échoue à coup de vagues sur la côte et se heurte aux pirogues qui viennent de débarquer. Dans le ventre de l'embarcation, des kilos de poissons frais, destinés à la vente et à la consommation locale, mais aussi à la transformation et à l'exportation. Les ressources halieutiques représentent environ un quart des protéines animales consommées par la population bissau-guinéenne. Cette filière est emblématique des territoires du littoral ouest-africain et est un pilier des économies nationales.

Au Sénégal, le secteur représente 2% du PIB, 16% des recettes d'exportation et est l'une des principales rentrées de devises. On y compte environ 86 000 pêcheurs et 600 000 personnes (pêcheurs, transformateurs, commerçants...) en vivent.

Que ce soit dans le sud-ouest du Sénégal ou dans le nord-ouest de la Guinée-Bissau, les migrants originaires du nord du Sénégal, du Ghana et de la République de Guinée ont participé au développement de cette filière halieutique. Depuis les années 1950, ils ont fait évoluer les pratiques de pêche et de transformation et permis aux pêcheurs locaux d'évoluer. Les multiples vagues de pêcheurs qui se sont succédées dans ces territoires témoignent de son attractivité. Mais les relations entre nouveaux arrivants et populations locales autour de la gestion de la ressource peuvent se révéler conflictuelles.

Dans le Diassing (Sénégal), où le Grdr a accompagné la mise en place d'un cadre de concertation de pêche pour une gestion durable et concertée des ressources halieutiques du fleuve Soungrougou, l'intégration des pêcheurs d'origine malienne a été difficile. Ils étaient en effet accusés de pratiquer des techniques de pêche « non conventionnelles » et néfastes, conduisant à l'épuisement des ressources en poissons. Cependant, selon le service régional des pêches et de la surveillance, ces pêcheurs d'origine malienne sont les plus nombreux à être en règle en ce qui concerne les permis de pêche. Ces mêmes permis de pêche sont pourtant destinés aux détenteurs de la nationalité sénégalaise, ce qui illustre la relativité des notions d'allochtones et d'autochtones dans ces régions en perpétuel mouvement et la difficulté à les distinguer ! Aujourd'hui, grâce à un long travail pluri-acteurs appuyé par le Grdr, les pêcheurs d'origine malienne du Diassing sont de plus en plus intégrés aux instances de dialogue et de décision.

Si, dans le Diassing l'enjeu majeur de la pêche concerne le mode d'exploitation des ressources halieutiques, sur la côte, à Diembéring par exemple, et plus précisément au Cap Skirring, c'est la cohabitation de la pêche avec le tourisme qui fait l'objet de crispations. Station balnéaire dynamique et attractive, le Cap Skirring suscite l'intérêt de bon nombre d'acteurs. La construction de l'aérodrome, d'un grand centre de villégiature pour vacanciers, ainsi que les vagues de travailleurs migrants (dont de nombreux pêcheurs) qui se succèdent depuis la fin des



années 1970, illustrent son attrait économique. Cependant, la position et l'insalubrité du quai de pêche est une source de tension puisque certains considèrent que cela pourrait décourager les touristes.

À la lisière entre les eaux sénégalaises et bissau-guinéennes, nombreux sont les pêcheurs sénégalais qui traversent la frontière maritime pour aller pêcher en Guinée-Bissau, sans licence de pêche, soit par méconnaissance du fait d'une frontière invisible, soit en toute connais-

sance de cause pour avoir plus de prises. Appréhendés par les marins bissau-guinéens, les pêcheurs sénégalais se voient alors condamnés à la saisie de leurs pirogues et de leur matériel de pêche et à payer des amendes pouvant aller jusqu'à 1 000 000 FCFA (1500 €). Ces relations parfois tendues illustrent la difficulté de la gestion partagée des ressources, même si les activités de pêche se déroulent généralement dans le calme, et mettent en relief la nécessité de l'accueil et de l'intégration sur des territoires où la tendance est à l'accentuation des mobilités humaines.

### **Témoignage de Moussa Séné Président du Cadre de Concertation de la zone de Pêche (CCP) du Soungrougrou.**

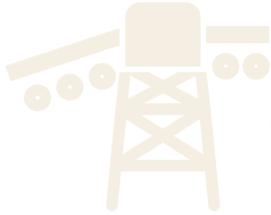
Le CCP est une association née en 2011 avec l'appui d'IDEE Casamance puis consolidée avec l'aide du Grdr depuis 2013. Il est actif dans 6 communes (4 de la région de Sédhiou et 2 de Ziguinchor). « *Les pêcheurs s'étaient aperçus que certaines espèces de poissons disparaissaient, que les ressources se dégradent, que la mangrove disparaissait... La concertation qui a été mise en place entre les acteurs a fait émerger des règles, des aménagements de zones de pêches protégées, les « acajas », et des comités de surveillance qui impliquent des villages de pêcheurs du Soungrougrou. Chaque mois, nous faisons des pêches de contrôle avec le Grdr et l'Université Assane Seck de Zi-*

*guinchor. Nous avons impliqué les autorités pour vérifier l'évolution des espèces. Aujourd'hui,*

*beaucoup d'espèces sont revenues ! Il y a beaucoup de poissons, c'est extraordinaire ! Maintenant il y a aussi beaucoup d'oiseaux dans les zones de pêches interdites. On fait un gros travail de sensibilisation dans les 6 communes. Nous impliquons régulièrement les autorités comme le sous-préfet, les maires, ainsi que les imams qui sont informés de tout ce que nous faisons. Nous collaborons avec l'aire marine protégée (AMP), qui est sur le même territoire. Nous espérons pérenniser cette expérience, pour servir d'exemple. D'autres partenaires viennent pour voir ce que l'on fait. Nous souhaitons protéger davantage la zone pour avoir encore plus de résultats demain, au bénéfice de tout le monde ».*



témoignage



# Exploitation minière et préservation des écosystèmes : la société civile locale s'organise

D'une manière générale, les richesses des territoires du littoral font l'objet de convoitises de la part de nombreuses sociétés industrielles et minières internationales. Les exemples et études d'impacts des effets négatifs de l'installation de ces industries et usines sont multiples et montrent qu'elles sont à l'origine de l'accroissement de l'érosion, du déplacement des populations, de la raréfaction des ressources... La société civile organise des actions de mobilisation et de plaider pour résister à cette emprise et cette pression croissante.

A Varela, (nord-ouest de la Guinée-Bissau), un projet d'exploitation minière de sable lourd par une entreprise chinoise a été suspendu en 2023 grâce à la forte résistance de la population. Cette mobilisation citoyenne (dont les prémices avaient permis le blocage du projet d'exploitation par une entreprise russe en 2014) a été notamment pilotée par un cadre de dialogue et de concertation dont le Grdr a appuyé la constitution et qu'il accompagne depuis 2017.

A Niafrang, dans le département de Bignona (Sénégal) l'exploitation de zircon de Niafrang est à l'arrêt, des villageois ayant organisé plusieurs marches après l'octroi du permis d'exploitation en 2018.

Dans la commune rurale de Tanéné de la préfecture de Boké (nord-ouest de la République de Guinée), les tensions entre sociétés minières de bauxites et communautés sont importantes. Les habitants accusent ces sociétés minières de ne pas inclure les communes et de préférer collaborer directement avec les autorités administratives. Le Grdr s'est engagé pour renforcer la collaboration entre la collectivité, les sociétés minières et les communautés. Un comité de pilotage multi-acteurs de Tanéné a été constitué et formé aux techniques de médiations, de négociations et d'arbitrages afin de piloter le dialogue entre les acteurs territoriaux et de mettre en place des actions de sensibilisations.



# Les principales réalisations du programme "Gouvernance Concertée du Littoral" (PGCL) 2013-2024



**La question des relations entre usagers des ressources naturelles sur le littoral ouest-africain (Sénégal, Guinée-Bissau et Guinée) était au cœur du PGCL qui a structuré l'activité du Grdr pendant 10 ans et s'achève en 2024.**

**Ce programme a notamment contribué à :**

- La mise en place de 6 structures de gouvernance locale (par exemple de gestion des déchets à Canchungo, accès à l'eau et assainissement à Boké, gestion des ressources halieutiques du Soungrougrou...)
- Plus de 20 actions d'aménagement du territoire ou de planification
- 2 politiques alimentaires territoriales (Ziguinchor et Boké)
- Un centre de ressources en ligne, « Les rivières du Sud » à laquelle ont accès 4000 étudiants et 128 chercheurs
- Une plateforme nationale des paysages de mangrove (Guinée-Bissau)
- 3 documents stratégiques de gestion des écosystèmes de mangrove
- 1 communauté d'apprentissage de pratiques et de réalisations composée de 24 gestionnaires de 4 aires marines protégées
- 1 espace de dialogue transfrontalier entre la Guinée-Bissau et le Sénégal
- L'appui à 4000 entreprises agro-sylvo-haliopastorales
- La mallette pédagogiques Rio Terra





6

## La publication de nombreuses ressources dans le cadre du PGCL

### Atlas et études :

- 1 « Un littoral en mouvement »
- 2 « Canchungo, pôle urbain en devenir »
- 3 « Monographie de la région de Cacheu »
- 4 « Le système alimentaire de la ville de Ziguinchor »
- 5 « A la frontière entre Goudomp (Sénégal) et Bigène - Farim (Guinée-Bissau) »



7

### Webinaires et vidéos

- 6 « Entre Terre et Mer, les défis d'une exploitation durable des ressources naturelles » (réalisé par JB Russell)
- 7 Le story-map « Trois enjeux du littoral ouest-africain »
- 8 Le cycle de visio-conférences : Les jeudis du littoral ouest africain
- 9 Les webinaires du festival Mangal
- 10 L'outil d'évaluation d'« Impact Economique et Environnemental des projets de Constructions » (IMPEEC)



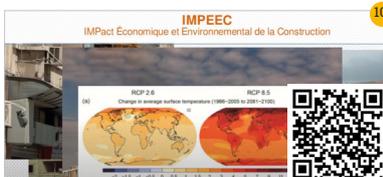
8



9

### Centres de ressources numériques

- 11 Centre de ressources virtuelles des Rivières du Sud
- 12 « FAP-learning-lab for housing and social change »
- 13 Géoportail de la PLANTA (Guinée-Bissau)
- 14 Géodatabase de la mangrove en Guinée-Bissau



10



11



12



13



14



UNE MALLETTTE  
POUR APPRENDRE EN S'AMUSANT !



« La mangrove permet aux populations de se nourrir et d'avoir des revenus grâce à la pêche et à la vente du poisson. Le bois de palétuviers est aussi utilisé pour le fumage du poisson. »



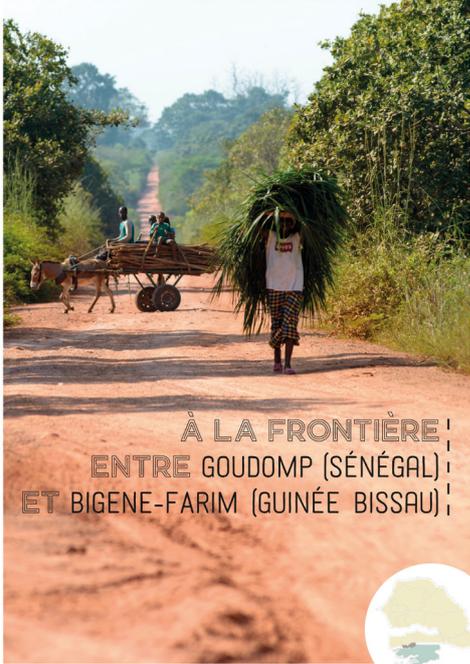
« Les zones de mangrove sont aussi utilisées pour cultiver le riz. »



## La mallette pédagogique RIOTERRA pour diffuser les enjeux et défis du littoral ouest-africain de manière ludique

La mallette pédagogique RIOTERRA, également disponible en portugais - créole, a été créée pour transmettre, partager et échanger sur les connaissances produites tout au long des 10 dernières années d'activité du Grdr sur le pôle littoral. Cet outil propose des techniques d'animations ludiques et dynamiques, adaptables selon les âges et les publics sur des sujets tels que la mangrove, la palmeraie, les enjeux de la ville de Canchungo, la filière halieutique, les menaces et l'érosion du littoral en Afrique de l'Ouest.

Ces outils d'animation ont été testés auprès de plus de 1 000 personnes tout au long de l'année 2023 et permettent de travailler avec des acteurs ayant des niveaux académiques très variés facilitent la participation et le questionnement des habitants de ces régions sur leur environnement et leur rapport avec ce dernier et permet d'attirer leur attention sur leur manière d'interagir avec leur écosystème.



À LA FRONTIÈRE  
ENTRE GOUDOMP (SÉNÉGAL)  
ET BIGENE-FARIM (GUINÉE BISSAU)



## Agir pour la cohésion sociale à la frontière entre le Sénégal et la Guinée-Bissau

La zone transfrontalière du sud du département de Goudomp (Sénégal) et au nord la région de Cacheu (Guinée-Bissau), est maillée de plusieurs massifs forestiers importants, situés entre deux importants cours d'eau, le fleuve Casamance et le rio Cacheu. Elle se trouve également à proximité de la route nationale qui relie Ziguinchor à Kolda, deux villes majeures du sud du Sénégal. Cette zone est désormais attractive et attire de nombreuses personnes de passage ou qui s'y (ré)-établissent. Ce territoire a aussi été meurtri par des conflits historiques (guerre de libération de la Guinée-Bissau

(1960-1974), le conflit casamançais (1982 à nos jours), guerre civile en Guinée-Bissau (1998)). Mais depuis 20 ans, ce territoire apparait comme étant paisible. Pour préserver et renforcer cette dynamique, le programme PGCL a encouragé les logiques de coopérations transfrontalières en consolidant, structurant, alimentant la structuration d'un dialogue concerté multi-acteurs sur les enjeux transfrontaliers, notamment sur les questions liées au vol de bétail, aux conflits fonciers et aux mobilités humaines. Des ateliers transfrontaliers ont été organisés impliquant les autorités administratives, les forces de défense et de sécurité. Une monographie « A la frontière entre Goudomp (Sénégal) et Bigene-Farim (Guinée Bissau) » a été co-produite avec l'Université Assane Seck de Ziguinchor et Afrique Enjeux (AFEX). Ce processus était accompagné de formations et d'actions de sensibilisation à la gestion non violente des conflits à l'échelle des communautés.





## Comprendre les systèmes alimentaires des communes du littoral

En janvier 2023, le Grdr publiait l'étude sur les systèmes alimentaires de Ziguinchor (Sénégal). Elle décrit la diversité et les caractéristiques de l'environnement alimentaire dans lequel s'approvisionnent et consomment les ménages de Ziguinchor, ainsi que leurs pratiques d'approvisionnement et de consommation alimentaire. Elle met en évidence le dynamisme et la densité du commerce de détail alimentaire dans cette ville.

En mars 2023, le Grdr et ses partenaires à Boké ont engagé un processus similaire afin d'étudier les systèmes alimentaires de cette ville de Guinée, afin de mieux comprendre les problématiques liées à la gouvernance alimentaire et de favoriser l'émergence de politiques pour des systèmes alimentaires plus durables. Les partenaires locaux et le comité de pilotage de cette étude ont choisi de l'orienter vers le segment de la distribution, considérant qu'il y a un réel besoin de créer des connaissances sur ce sujet, alors qu'inversement le segment de la production a déjà été documenté. L'étude qualitative a été réalisée pour identifier les produits les plus fréquemment consommés, la typologie des lieux de vente et les acteurs impliqués dans la distribution. Les enquêtes quantitatives seront ensuite réalisées dans 4 quartiers de la commune et analysées dans le courant de l'année 2024.





## Une diaspora du littoral active sur le double-espace

Pour proposer une méthodologie permettant d'associer collectivités locales et migrants pour travailler ensemble au développement local de la région, le Grdr travaille en relation étroite avec l'Agence Régionale de Développement de Sédhiou en Casamance. Cette région est fortement marquée par les mobilités tant dans le sens des départs que des arrivées. En 2023, le répertoire des actions de développement de la région de Sédhiou portées par la diaspora basée en Belgique, en Espagne et en Italie a été actualisé. Un bureau d'appui aux migrants et aux autorités locales a été mis en place, proposant un accompagnement pour les migrants porteurs de projets et des espaces d'échanges avec les acteurs locaux. Le 11 septembre, le Grdr a organisé un forum intitulé « Migration – Coopération Décentralisée et Développement économique durable des Collectivités Territoriales d'ici et d'ailleurs » à Sédhiou, qui a mobilisé 200 personnes dont Madame la ministre des Sénégalais de l'étranger.

Par ailleurs, un dispositif pilote de mentorat sur le « double-espace » a été mis en place par le Grdr et la Coordination des Associations des Guinéens de France (CAGF) en lien avec la Direction Général des Guinéens de l'Etranger (DGGE). Il consistait à mettre en relation 11 entrepreneurs basés en Guinée avec 13 personnes ressources issues de/ou appartenant à la diaspora guinéenne en Europe. Ces 11 entrepreneurs ont bénéficié d'un accompagnement personnalisé impliquant, outre le mentorat, un diagnostic de compétences, un cycle de formation adapté, une visite d'échanges à Dakar et la participation à un forum organisé le 30 septembre dernier par le Grdr, à Dakar.

Le 30 septembre, 11 entrepreneurs guinéens ont participé une mission double-espace à Dakar

## ? Questions croisées à...



Pr. Mohamed  
Moustapha Keïta Diop

Le Professeur Mohamed Moustapha Keïta-Diop est le doyen de la Faculté des Sciences Sociales-Université Général Lansana Conté de Sonfonia-Conakry (UGCL).

Il est également le Directeur du Master « Acteurs Sociaux et Développement Local » (MASDEL) et fondateur du Laboratoire d'Analyse Socio-anthropologique de Guinée (LASAG) à l'UGCL de Sonfonia avec l'appui d'Unicef-Guinée.



Olivier  
Rue

Olivier Rue est géographe des ressources naturelles et océanographe des systèmes côtiers. Adhérent au Grdr et ancien salarié du Grdr, il est co-auteur de la convention programme « Vers une gouvernance concertée des territoires du littoral » qui a structuré les activités du Grdr sur les territoires du littoral (au Sénégal, en Guinée-Bissau et en Guinée) pendant plus de 10 ans. Il était d'ailleurs référent « changement climatique et écosystèmes » lors de la 1<sup>ère</sup> phase de ce programme. Il est désormais consultant.

1

## Quels défis futurs analysez-vous pour les territoires du littoral ouest-africain pour concilier la préservation et l'exploitation des ressources naturelles ?

Olivier  
Rue

« Trois défis majeurs sont à relever pour l'avenir des territoires du littoral. Des défis déjà engagés qui vont impacter définitivement les écosystèmes et les sociétés. Tout d'abord, il y a l'augmentation de fréquence des événements météorologiques et océaniques extrêmes avec des enchaînements de canicules, de vents de sables à terre, des tempêtes en mer, des inondations urbaines et des submersions des basses terres. Ensuite, il y a la généralisation du modèle de surconsommation de produits importés pas chers, polluants, toxiques, couplée au modèle de réussite sociale dictée par les algorithmes, les influenceurs d'entreprises internationales et l'intelligence artificielle. Enfin, il y a la multiplication et l'extension des sites d'exploitation par et pour les compagnies étrangères, destructrices des systèmes hydrologiques, écologiques et sédimentaires sur lesquels sont fondés l'ensemble des mécanismes naturels de résilience et les pratiques socio-économiques durables de développement.

Pour relever les défis que provoquent ces « chocs » climatiques, socio-économiques et industriels, ne faut-il pas favoriser le développement de nouveaux regards sur ces piliers de la résilience que sont « les milieux » et « le vivant » pour développer une culture du risque afin de pré-

parer les habitants à reconnaître les signes avant-coureurs et à prendre les bonnes décisions au bon moment pour faire face aux effets des aléas climatiques ; pour construire également une culture d'observation afin d'éveiller l'attention et la responsabilisation des habitants sur les limites écologiques des terroirs ; pour faire naître de nouvelles lectures des causes et impacts de ces événements ? Ne faut-il pas également faire émerger de nouvelles formes de sensibilisation et de plaider pour davantage accompagner les populations dans leur prise de conscience des dangers et responsabilités de la diffusion des modèles de réussite sociale proposés par les élites et par les suggestions du marketing des entreprises internationales ? Enfin ne faut-il pas amener les populations à mieux connaître et comprendre les inconvénients des contreparties négociées par les États avec les compagnies minières ou pétrolières internationales ? Aussi, dans un contexte climatique, environnemental et générationnel renouvelé, dans un contexte de représentations des territoires transformées par le numérique et génératrices de nouvelles formes de mobilités, ne faut-il pas stimuler la prise de conscience citoyenne autour de la conception de changements sociaux et politiques de gouvernance des territoires du littoral ? »

2

## Comment concilier préservation et exploitation des ressources naturelles à l'échelle transfrontalière ?

Mohamed  
Diop

« Le Programme PGCL a aujourd'hui 10 ans et a suscité des dynamiques locales de gestion du littoral et des territoires qui vont au-delà des frontières nationales, mais aussi des changements au niveau des acteurs locaux, de la valorisation des savoirs et savoirs locaux, la mise en place d'espaces de dialogue et d'échanges... C'est un bilan positif qui suscite également des ambitions et qui oblige à esquisser de nouvelles perspectives en termes de changement climatique, de transformations des écosystèmes, de déplacement des populations, de vulnérabilité des écosystèmes, des érosions côtières et d'appauvrissement des populations locales. Le Grdr a lui-même été transformé - dans son mode d'organisation et de fonctionnement interne - par la dynamique qu'il a lui-même suscitée depuis plus de dix ans.

On constate que cette dynamique locale est en train de se transcender vers des dynamiques transfrontalières. En effet, ces enjeux sont à interroger à plusieurs échelles articulées : du niveau local au niveau étatique. Ces dynamiques transfrontalières suscitent des transformations des relations entre les États et les communautés locales. Par exemple, les questions de la gestion de la pêche, des transhumances, des échanges commerciaux entre États, montrent l'importance des initiatives au niveau local et

en même temps interrogent les dynamiques étatiques qui se replient derrière ces frontières. Sur l'enjeux des frontières, même si l'État accompagne les dynamiques communautaires, les formes actuelles de l'État - issues de la colonisation - sont inadaptées. Si on ne remet pas en cause l'État, ses modes de fonctionnement sont devenus un obstacle aux dynamiques locales. Les populations locales, sur la question transfrontalière, semblent en avance sur les États-nations dont le contrôle aux frontières (tracasseries diverses et variées) constitue un obstacle à la libre circulation et aux échanges économiques ».

Olivier  
Rue

« Si on arrive à redéfinir cette relation dont parle le Professeur Diop, je crois que cette conciliation est possible grâce à l'importance des similarités écologiques, des modes de vie, des pratiques ancestrales et patrimoniales des sociétés dans cet espace régional d'interpénétration unique des milieux marins et continentaux. L'ensemble de ces éléments conjugués au sein de cette région littorale et transnationale est à l'origine de formes de solidarités socio-agro-écologiques et culturelles sur les terroirs, de pratiques associatives, collectives, socio-économiques, entrepreneuriales avec aussi des coopérations sud-sud et inter-universitaires, confrontées aux mêmes défis et enjeux contextuels, qui sont performantes et communes. »

### 3

## Quel rôle et place de la recherche pour concilier préservation des ressources et répondre aux besoins des communautés ?

Mohamed  
Diop

« La question de la recherche scientifique ne peut pas être envisagée seulement à court terme. L'intérêt de la recherche scientifique est d'anticiper les enjeux socio-économiques et environnementaux. La recherche doit être partie prenante pour accompagner les acteurs des territoires du littoral ouest-africain dans le développement d'actions.

*Par exemple, les pressions liées à l'érosion, les changements et aléas climatiques, l'exploitation minière, pèsent toujours sur les mêmes populations, sur les mêmes espaces. Ce sont toujours les mêmes populations qui sont déplacées et impactées, logées dans des zones où elles n'ont plus de moyens de subsistances. C'est une question très préoccupante, sur lequel la recherche doit travailler pour empêcher les erreurs dans les décisions politiques qui ne prennent pas en compte l'impact anthropique des aménagements. Ces questions dépassent le programme PGCL, mais il les a suscitées après 10 ans de maturité et de partenariats articulés à différentes échelles, en s'appuyant sur la recherche scientifique. C'est une initiative à encourager et à suivre ... »*

Olivier  
Rue

« Face à l'accélération des effets des changements climatiques, économiques, industriels et sociaux, les besoins des populations en informations fiables et accessibles pour créer des activités

*et générer de la valeur ont besoin d'être reliés à la sphère de la production de connaissances représentée par les universités de la sous-région. La recherche ne peut plus se satisfaire d'une activité seulement pédagogique et scientifique. Elle doit penser avec ses partenaires du développement, les sphères du plaidoyer et de la décision, à de nouveaux modes de transmission, de vulgarisation, de communication des connaissances adaptées aux besoins des populations et de leurs représentants élus. La recherche ne peut plus se satisfaire d'une activité intellectuelle sur le temps long. Elle doit également produire de la connaissance propre à assurer du monitoring et du soutien d'analyse pour répondre aux besoins des décideurs, de la société civile et des communautés d'habitants.*

*En matière de connaissances par exemple, on observe une forte disproportion entre les informations scientifiques et techniques relatives aux vulnérabilités des milieux et sociétés et celles relatives à l'évolution et aux effets et impacts des aléas. On parle souvent d'adaptation sans décrire précisément et spatialement à quoi on doit s'adapter. Les connaissances scientifiques sur les aléas sont le plus souvent produites par des institutions scientifiques étrangères et par des modélisations encore insuffisamment localisées, par défaut de données locales notamment en matière de climat et de biosphère. L'Afrique est le continent le moins bien doté en systèmes d'acquisition de données de mesures « de terrain » en mer, à terre, sur la côte, dans les villes, et que ce soit sur les évolutions, les effets ou les impacts des aléas...»*





Synthèse  
de notre activité  
pays par pays



# Guinée

## Agriculture et alimentation



**1**

étude en cours  
sur le système alimentaire  
de Boké.



**140**

restauratrices  
de rue  
accompagnées



**5**

Mises en relation avec  
**5 groupements de produc-  
teurs de produits vivriers  
locaux accompagnés**



**1**

mission d'échanges  
entre restauratrices de rue  
de Boké et de  
Ziguinchor

## Gestion des conflits



**9**

**thé-palabres**

afin de désamorcer les conflits fonciers entre  
communautés locales et sociétés minières.

## Assainissement et gestion des déchets



**2**

**associations de jeunes  
financées sur des activités  
Eau & Assainissement**



**950**

**jeunes  
mobilisés**



Tanéné  
Boké

■ Conakry



Contribution aux ODD :



Ces activités sont financées par :





# Guinée-Bissau

## Mangrove



Accompagnement de la stratégie nationale sur **écosystèmes de mangrove**



Accompagnement de la **plateforme nationale PLANTA** – qui regroupe les acteurs de la mangrove



Mise en service d'une **géodatabase** qui centralise les données disponibles sur la mangrove en Guinée-Bissau.



**1**

Création d'une **réserve de biosphère** « Jeta-Pecixe-Cacheu »

## Développement urbain et habitat durable



**20**

logements de familles **précaires rénovés**



Accompagnement de la **fédération des femmes des habitants de Guinée-Bissau** (380 membres) – Mise en place de 13 groupes d'autofinancements de rénovation d'habitats



Création d'**espaces collectifs**



Mise en place d'un **plan d'évacuation des déchets solides** de la ville



Mise à disposition de la ville d'**1 camion de ramassage des ordures**



**Journée de sensibilisation** et de nettoyage des principales artères de la ville

**5**

**Nouvelles plateformes** d'échanges (Cacheu, Oio et Bafata). Ces plateformes ont pour vocation d'accompagner la réalisation d'infrastructures de marché au niveau des régions concernées.



**4**

**Nouveaux points d'eau** (grâce à la mobilisation de la diaspora)



Entreprenariat  
et insertion  
professionnelle



7

**domaines maraichers**  
aménagés grâce à un fonds  
d'appui – 3500 producteurs  
locaux



1

**incubateur  
de projets**



1000

**porteurs de  
micro-projets**  
accompagnés

Contribution aux ODD :



Ces activités sont financées par :





# Sénégal

## Cantines scolaires



3

nouvelles cantines  
centrales  
en activité

## Eau et assainissement



Sensibilisation auprès  
de **2650** élèves  
d'écoles primaires sur  
la gestion de l'eau



**271 649**

repas distribués  
dans 40 écoles  
auprès de

**8000**

élèves



Mise en relation  
avec **215** producteurs –  
fournisseurs locaux



2

ateliers de renforcement  
des capacités des services  
techniques communaux  
et déconcentrés



**22**

acteurs formés  
à la gestion de projets  
« eau et assainissement »



1

étude sur l'impact  
du plan alimentaire  
territorialisé de Rufisque

Entreprenariat  
et insertion  
professionnelle



**29**

porteurs individuels  
de micro-projets  
financés



Réhabilitation  
des latrines dans 5 écoles  
élémentaires du départe-  
ment de Bakel

## Gestion des ressources naturelles



1

**étude sur les conflits liés aux changements climatiques** et à l'accès aux ressources naturelles dans la région de la Falémé



Mise en place d'un **comité transfrontalier chargé de prévenir les conflits.**



**Signature et aménagement d'une entente foncière**



Mise en place d'un **comité d'aménagement de l'entente foncière**

## Migration et développement



3

**profils migratoires** (en cours) sur la ville de Matam, et les départements de Rufisque et de Sedhiou

63

Contribution aux ODD :



Ces activités sont financées par :



Financé par l'Union européenne





# « Quelles trajectoires pour les villes du fleuve Sénégal ? Regards sur Kayes, Kaédi et Bakel »

**Organisé par le Grdr, le forum « Quelles trajectoires pour les villes du fleuve Sénégal ? Regards sur Kayes, Kaédi et Bakel » a réuni plus de 70 participants à Saint-Louis du Sénégal, les 12, 13 et 14 décembre dernier.**

Pendant 3 jours, des habitants des rives du fleuve Sénégal, des chercheurs, des experts, des élus, des praticiens, des représentants des collectivités locales et des diasporas (représentées par la Coordination des Associations pour le Développement de la Région de Kayes en France (CADERKAF) et « Répat Africa »), mais aussi des personnalités de la société civile sénégalaise, malienne et mauritanienne, des entrepreneurs et des jeunes engagés dans la transformation de leurs territoires, ont pu échanger pour :

- Comprendre et partager les enjeux des villes intermédiaires du bassin du fleuve Sénégal ;
- Découvrir les potentialités locales des villes intermédiaires pour faire évoluer les imaginaires ;
- Echanger sur les portraits des villes de Kaédi et de Bakel réalisés en 2023 ; (> *Nos publications p.80*)
- Participer au vernissage de l'exposition itinérante « Bakel, Kaédi et Kayes : des villes en mouvement sur le fleuve Sénégal ». (> *Nos publications p.80*)

Ce forum a permis de remettre en cause un certain nombre d'idées reçues sur ces villes intermédiaires, mais aussi de comprendre les défis à relever et les potentialités à exploiter. Il a contribué à documenter les expériences et à créer une communauté d'acteurs opérationnels et académiques travaillant ensemble pour renforcer les dynamiques de recherche-action autour des villes intermédiaires.

Téléchargez ici les actes du forum





# Mauritanie

## Développement urbain et habitat durable



Rénovation de **40** maisons endommagées à la suite des inondations d'août 2022. 320 personnes relogées



**26** maçons formés aux bonnes pratiques techniques constructives



**1** guide des bonnes pratiques constructives.



Lancement des activités pour la **mise en place d'un service public de collecte des déchets** dans 4 quartiers de la ville de Sélibaby

## Eau et assainissement



Extension de **300 ml** du réseau d'eau potable de la commune de Gouraye



**6843** élèves sensibilisés à la gestion de l'eau



**2** journées de sensibilisation sur l'assainissement à Gouraye et Sélibaby (2100 personnes)



Rénovation de blocs de latrines dans 3 écoles fondamentales de Sélibaby  
**1200** élèves

## Agriculture et alimentation



Formation de **180** agropasteurs dans des « champs école paysans »



Distribution de **1600** chèvres laitières à **800** ménages vulnérables dans les départements de Monguel, Mbout et Ould Yenge



**1** diagnostic des activités agricoles péri-urbaines agroécologiques dans le quartier PK - 17

## Gestion des ressources naturelles



Elargissement de **100** hectares de l'entente foncière de Wompou, réalisée en 2021 pour protéger la mare de Wompou.



Réalisation d'ouvrages antiérosifs pour la récupération de **80 Ha** de terre dégradée dans les Départements de Monguel, Mbout et Ould Yenge.

## Genre et insertion économique



Renforcement des capacités de **5 associations féminines** des départements de Kaédi et Sélibaby, œuvrant en entrepreneuriat agricole, en techniques de transformation, conservation et commercialisation des produits agricoles et/ou agroalimentaires.



Mise en place d'un fonds souple pour financer **14 initiatives entrepreneuriales** portées par des femmes (Boghé, Kaédi, Ryadh, Nouakchott)

67

Contribution aux ODD :



Ces activités sont financées par :

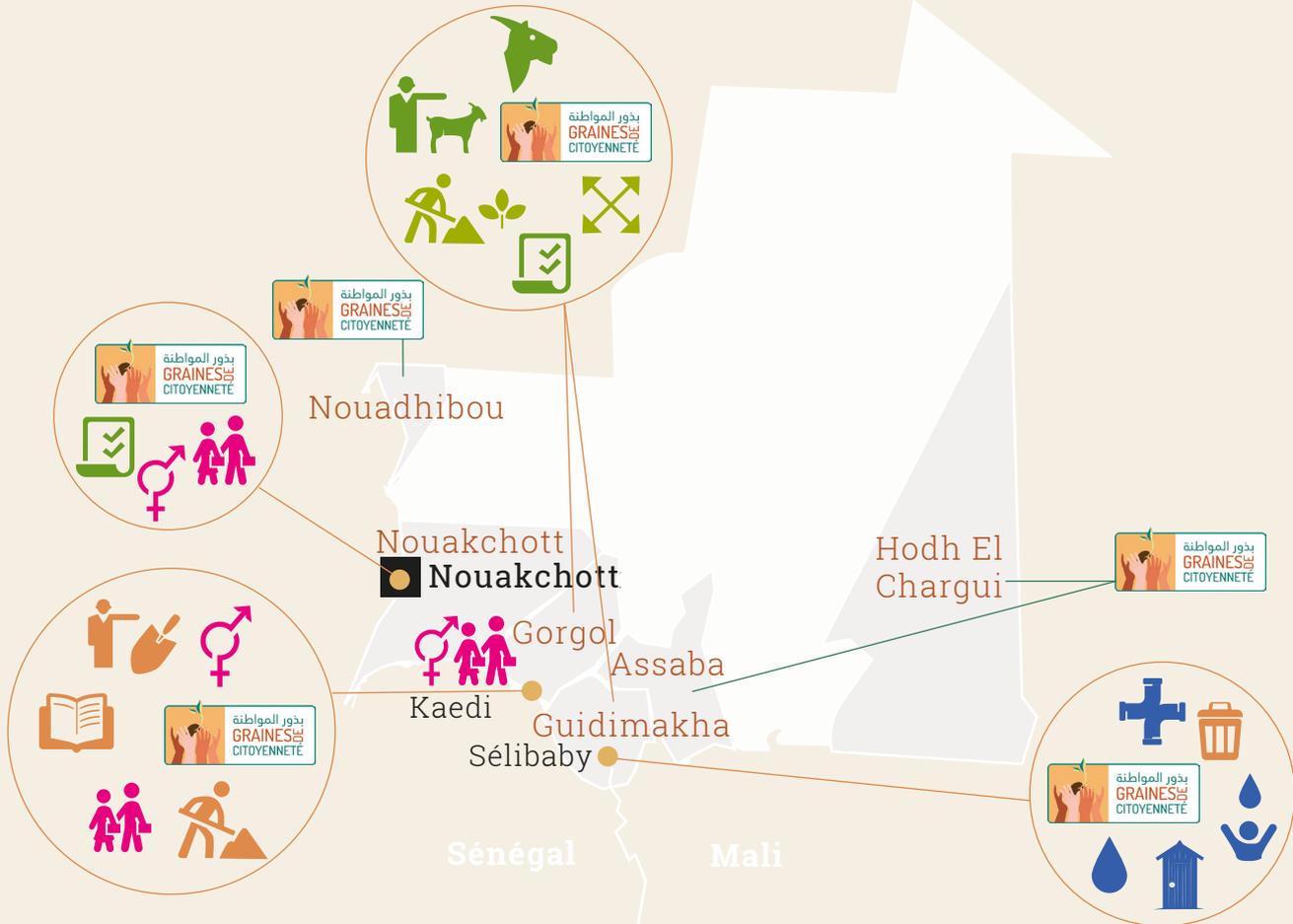


Financé par l'Union européenne





# Mauritanie





# Graines de Citoyenneté

## un programme au service des jeunes en Mauritanie

Depuis le mois de décembre 2022, le Grdr est chef de file de ce Programme Concerté Pluri-Acteurs (PCPA) soutenu à la fois par l'Union européenne et l'Agence Française de Développement (AFD), ce qui permet au Grdr de donner une ampleur inédite aux actions en faveur des jeunesses en Mauritanie.

**Graines de Citoyenneté, c'est une communauté d'acteurs engagés « ici et là-bas » pour :**

- Le renforcement du pouvoir d'agir des jeunesses
- La professionnalisation des organisations de la société civile mauritanienne
- La consolidation du dialogue entre la société civile mauritanienne et les pouvoirs publics locaux, régionaux et nationaux

**En 2023, Graines de Citoyenneté c'est :**

- 70 partenaires répartis en 7 noyaux fédérateurs (1 par territoire)
- 1 Assemblée plénière de lancement (30 et 31 mai 2023 à Nouakchott) qui a réuni 200 acteurs du programme
- 50 thé-palabres sur tous les territoires
- 2 comités de pilotage multi-acteurs (impliquant des représentants des partenaires techniques et financiers mais aussi des noyaux fédérateurs)
- 6 journées « Portes ouvertes » afin de renforcer les liens entre pouvoirs publics et société civile
- 50 projets de la société civile financés pour un montant global de 390 000€
- 270 leaders associatifs formés à la gestion et aux cycles de vie des projets.

69



Graines de Citoyenneté est financé par :





# Mali



**Education aux médias**  
Lutte contre les « fake news »,  
le harcèlement et les discours  
de haine sur les réseaux sociaux



**5**

**séances d'éducation  
aux médias**  
en milieu scolaires  
(300 élèves)



**4**

**actions de formations**  
pour professionnels des médias, autorités locales  
et société civile (158 participants)



**1**

**campagne  
sur les  
réseaux sociaux.**



**1**

**charte  
des blogueurs  
du Mali**  
(52 signataires)



**1**

**comité de veille**  
sur les bonnes  
pratiques des médias  
(31 personnes)



**1**

**étude  
sur l'accès  
à l'information  
au Mali**



**1 cartographie**  
des organisations  
de la société civile  
engagées sur les  
questions  
liées aux médias.



**Entrepreneuriat  
et insertion  
professionnelle**



**Accompagnement  
de 80 entrepreneurs**  
(maraichage, transformation des produits  
agroalimentaire, saponification...).



**35**

ont participé à une  
**formation en éducation  
financière.**

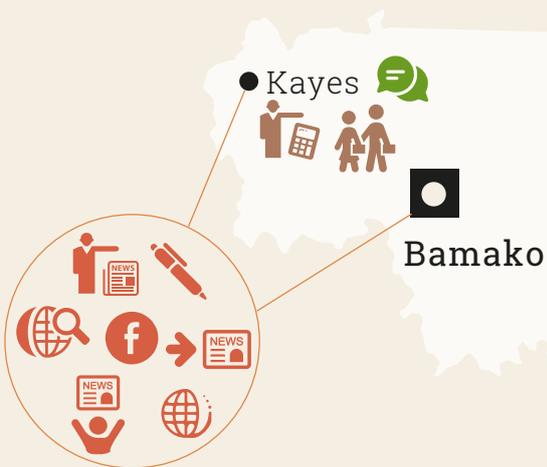


## Agriculture et alimentation



4

**Organisation de 4 débats**  
communautaires  
sur l'agroécologie  
ou le « consommer local »



Contribution aux ODD :



Ces activités sont financées par :



Financé par l'Union européenne



**TERRE SOLIDAIRE**  
Soignons les forces du changement



# France



Entreprenariat  
et insertion socio-  
professionnelle



**134** personnes  
(dont 104 femmes) récem-  
ment arrivées en France  
**accompagnées dans leurs  
démarches d'insertion  
professionnelle.**



Accès  
aux droits  
et aux soins



Education à la Citoyenneté  
et à la Solidarité Internationale



**86**  
**Accompagnements  
renforcés de 86 femmes  
issues de la migration,  
peu ou pas qualifiées.**



**40**  
**personnes immigrées  
accompagnées sur les outils  
numériques de recherche  
d'emplois (CV, lettres de  
motivations, candidatures à  
des formations, sites de  
recherche d'emplois...)**



**204**  
**migrants seniors  
vivant en foyer ou en  
résidence sociale accompa-  
gnés dans leur démarche  
d'accès aux droits  
et aux soins.**



**10**  
**ateliers « Sur le chemin  
des ODD et Migrations »  
en milieu scolaire  
(240 jeunes)**



**11**  
**formations sur les  
questions migratoires  
(131 participants dont des  
élus locaux, collectivités  
territoriales, des ensei-  
gnants, des formateurs...)**



**272**  
**porteurs de projets  
économiques accompa-  
gnés en Ile-de-France et  
dans les Hauts-de France.**



**60**  
**femmes participantes  
à des ateliers de langue  
française**



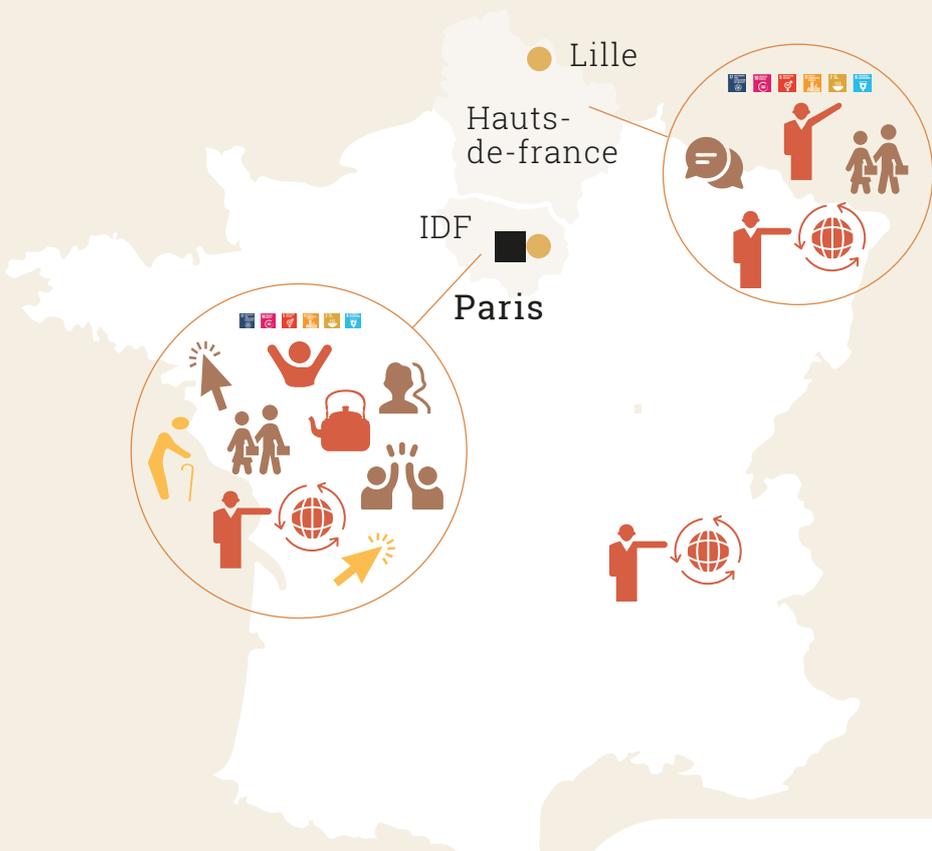
**116**  
**ayant bénéficié de formations  
et accompagnements à l'usage  
des outils numériques d'accès  
aux dispositifs et services  
publics en ligne, (sécurité  
sociale, ASPA, Doctolib', dossiers  
de retraites...)**



**10**  
**ateliers  
« ODD et migrations »  
(292 participants)**



**7**  
**thés palabres  
(243 acteurs locaux et  
représentants de la  
diaspora)**



Contribution aux ODD :

<p>5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES</p>	<p>8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE</p>	<p>10 INÉGALITÉS REDUITES</p>
<p>1 PAS DE PAUVRETÉ</p>	<p>3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</p>	

Ces activités sont financées par :

Financé par l'Union européenne							

# Double-espace



Europe-  
Sénégal



forum « Migration – Coopération Décentralisée et Développement économique durable des Collectivités Territoriales d'ici et d'ailleurs » à Sédhiou le 11 septembre (200 personnes dont la Ministre chargé des Sénégalais de l'extérieur)



3

« Profils pays » de la diaspora sénégalaise en Italie, Espagne, Belgique pour mieux connaître l'histoire de la migration sénégalaise



Mission double-espace des élus et équipes de la métropole de Montpellier à Rufisque sur les enjeux liés aux systèmes alimentaires.



Accompagnement de **10** porteurs de projets économiques issus de la diaspora.



Europe-  
Mauritanie



Mission double-espace du Maire et Secrétaire Général de la commune de Kaédi pour renforcer les liens avec la diaspora et la coopération décentralisée



schéma directeur du plan de développement communal de Djéol (Mauritanie)



Europe-  
Guinée



**1** dispositif de mentorat impliquant 11 entrepreneurs vivant en Guinée et 12 mentors volontaires de la diaspora pour les accompagner



Europe-  
Mali



1

atelier « Rencontre – Médias, réseaux sociaux » (52 participants issus de la diaspora malienne)



2

micro-projets de la diaspora malienne actrices des médias, promouvant des valeurs démocratiques favorables au « vivre-ensemble » ont été financés



Contribution aux ODD :

Ces activités sont financées par :

<p><b>17</b> PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS</p>	<p><b>10</b> INÉGALITÉS RÉDUITES</p>	<p><b>8</b> TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE</p>
---	--------------------------------------	---

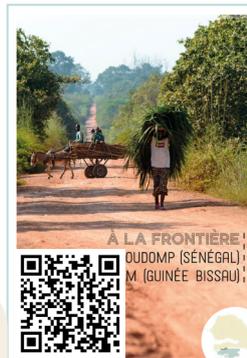
		<p><b>TERRE SOLIDAIRE</b> Soyez les forces du changement</p>		
--	--	--	--	--

# Les principales connaissances produites par le grdr en 2023



## Nos parutions

- **La mallette Rio Terra >**  
La-mallette-pedagogique-Rio-Terra sur les enjeux et défis du littoral ouest-africain
- **Le système alimentaire de la ville de Ziguinchor >** focus sur l'environnement alimentaire
- **Bakel, ville frontière**
- **Kaédi, ville confluente**



- **Livret d'exposition >** « Bakel, Kayes et Kaédi, des villes en mouvement sur le fleuve Sénégal »
- **A la frontière entre Goudomp (Sénégal) et Bigène - Farim (Guinée-Bissau) >** également disponible en portugais

## Nos centres de ressources



- **Histoires Sahéliennes, épisode 6** > une BD sur les enjeux liés à l'agriculture et à l'alimentation dans le Sahel
- **Nos regards sur les langues** > un recueil de poèmes rédigés par des femmes participantes à des ateliers socio-culturels dans les Hauts-de-France



**Sahelink** > un centre de ressources au service du développement local dans le bassin du fleuve Sénégal



**Les rivières du sud** > Le centre de ressources virtuel des acteurs du développement local du littoral



**Les migrations font bouger le monde** > Une mallette pédagogique pour bousculer les idées reçues sur les relations « Migration et Développement »



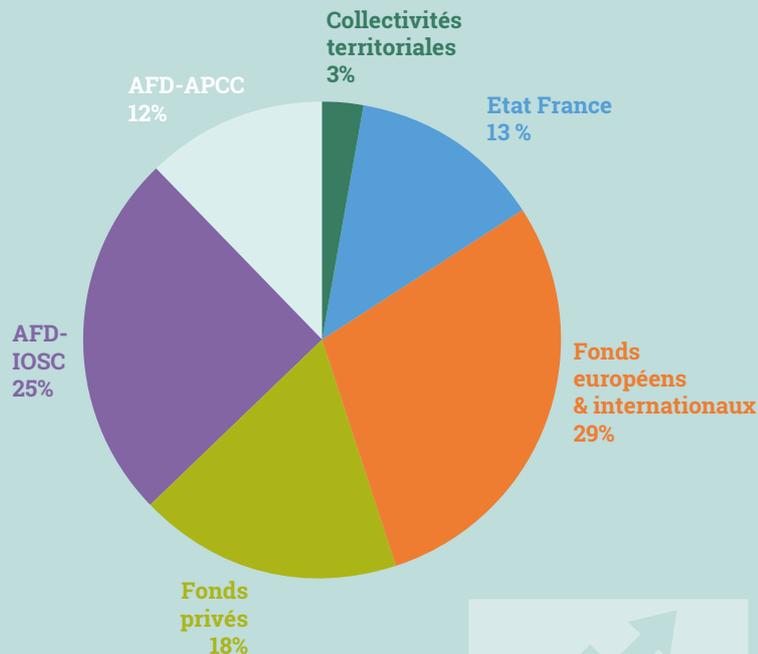
**Graines de Citoyenneté** > au service des acteurs « d'ici et de là-bas » engagés en faveur des jeunes mauritaniennes.

# Nos ressources en 2023

Le budget 2023 du Grdr, validé par notre Assemblée Générale et adopté sans réserve par les commissaires aux comptes, s'élève à 7,8 Millions d'euros avec un résultat positif permettant de reconstituer les fonds propres de notre association. Le bilan de l'année 2023 est en hausse de 10% par rapport à celui de 2022, signe de la confiance de nos partenaires financiers.

## Nos sources de financements

L'AFD est le premier financeur des actions du Grdr avec 25% sur le guichet dédié aux initiatives ONG et 12% sur les appels à projets « Crise et sortie de crise ». Les fonds en provenance de l'Union européenne, soit près de 30% de notre budget, représentent une part stable par rapport à l'année précédente. Les fonds privés (Fondation Abbé Pierre, CCFD-Terre Solidaire, CFSL...) arrivent en 3<sup>ème</sup> position et représentent quasiment 1,5 millions d'euros pour le Grdr en 2023. Viennent ensuite les financements de l'Etat français, légèrement supérieurs au million d'euros et ceux des collectivités territoriales (205 000€).



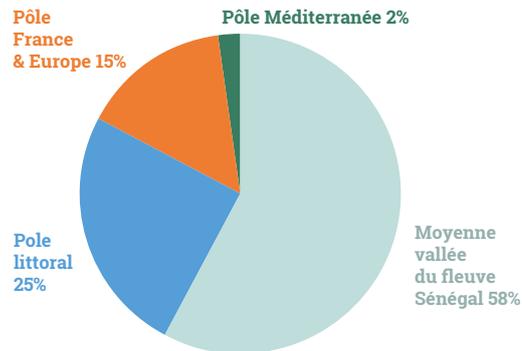
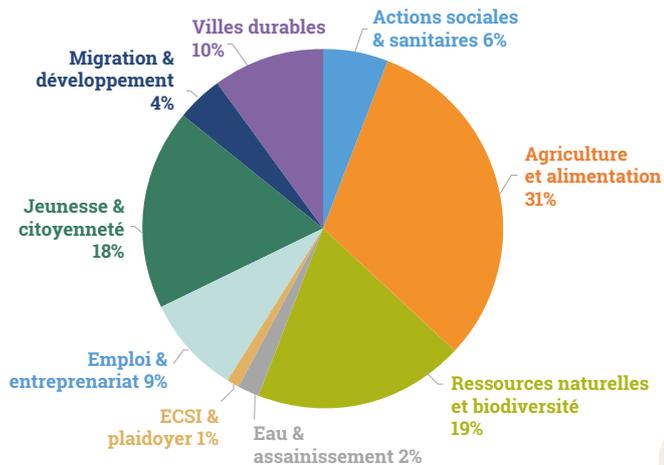
## Nos principales activités

L'agriculture et l'alimentation représentent pratiquement un tiers (31%) de nos activités et sont conduites en lien étroit avec la gestion des ressources naturelles et de protection de la biodiversité (19%). Grande nouveauté de l'année 2023, la place prise par les programmes « Jeunesse et Citoyenneté » qui représentent la 3ème part la plus importante de notre budget (18%) sous l'impulsion du programme concerté plus-acteur en Mauritanie « Graines de Citoyenneté ». Les activités « Villes durables » (ou « habitat et développement urbain ») restent stables à hauteur de 10% de notre budget de même que le volet « emploi et entrepreneuriat » qui a la particularité d'être mis en œuvre aussi bien en Afrique de l'Ouest qu'en France, auprès des personnes immigrées. Enfin 6% de nos activités sont consacrées à l'accompagnement, en France, des sé-

niers immigrés (« Actions sociales et sanitaires »), 4% au lien « Migration et Développement », 2% à l'eau et à l'assainissement (dans le bassin du fleuve Sénégal) et 1% à l'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI).

## Répartition géographique de nos activités

La moyenne vallée du fleuve Sénégal (Mali, Sénégal, Mauritanie), territoire historique de l'action du Grdr, concentre près de 60% de nos activités. Notre pôle littoral (du Sénégal à la Guinée en passant par la Guinée-Bissau) représente un quart de nos activités. Les actions en France et en Europe s'élèvent à 15% de notre budget, les 2% restants étant consacrés au pôle Méditerranée (Maghreb) qui était en phase de transition tout au long de l'année 2023 mais où les activités redémarreront en 2024.



# Le Grdr dans les réseaux



## En France et en Europe

### COORDINATION SUD

L'AG de juin 2023 de C-Sud a validé et adopté le dispositif de réforme du plaidoyer qui a engendré une réorganisation des Espaces Collectifs de Travail (ECT) autour de trois grands enjeux « politiques publiques », « développement » et « humanitaires ». Le Grdr qui était jusqu'ici membre de plusieurs commissions (chef de file de la commission « Migration » depuis 2017, actif au sein des commissions « ODD », « Europe », « Jeunesse » et « Cofri » et s'intéressait aussi aux travaux des commissions « Agriculture et Alimentation », « Climat et Développement ») est désormais présent dans 2 ECT (« Politiques publiques » et « Enjeux de développement ») dans lesquels ont été fondues les anciennes commissions. Or, l'année 2023 a été marquée par un silence prolongé des

pouvoirs publics dans le cadre de l'élaboration de la nouvelle stratégie interministérielle « Migrations et développement » (2022-2027) face aux remarques et demandes de clarification qui avaient été faites par les membres de la commission « Migration » en 2022. Cette absence de dialogue et de concertation s'est aussi faite ressentir dans le contexte de l'instruction de la « loi pour contrôler les migrations et améliorer l'intégration » (novembre-décembre) : les membres de C-Sud ont été particulièrement vigilants pour s'assurer que la ligne rouge de l'instrumentalisation de l'APD (Aide Publique au Développement) à des fins de gestion des flux migratoires ne soit par franchise. Le Grdr milite pour le maintien d'un espace de concertations pluri-acteurs regroupant pouvoirs publics des différents ministères,

acteurs de la recherche et de la société civile et représentants des collectivités locales.

**À noter** : c'est grâce au dispositif FRIO (Fonds de Renforcement Institutionnel et Organisationnel) piloté par C-Sud que le Grdr a obtenu un appui financier pour mener à bien le chantier « Pour une vie associative dynamique sur les territoires (2022-2023) ».

### GROUPE INITIATIVES

Le Grdr est membre du CA du Gi. Il est également pilote de l'« Initiative Fleuve Sénégal » (IFS), constituée autour de l'engagement de six associations de solidarité internationale françaises intervenant dans le bassin du fleuve Sénégal (BFS) : ADOS, AVSF, GERES, Grdr, Gret et Le Partenariat. Cette initiative vise à favoriser les

synergies dans leurs actions et à exercer une plus grande influence dans la promotion des initiatives décentralisées. Ainsi, en s'appuyant sur leur approche commune et sur leurs spécificités respectives, elles animent le réseau IFS afin de mutualiser, renforcer et améliorer leurs interventions. L'objectif est de promouvoir des initiatives, nationales ou transfrontalières s'appuyant sur des stratégies de développement territorial, à travers une approche intégrée et durable. Dans la continuité de l'atelier organisé à Bakel en 2022, l'IFS a organisé à Rosso (Mauritanie) en janvier 2023, un atelier transfrontalier avec pour thème « Enjeux et défis sur le bassin du fleuve Sénégal (BFS) : mettons en œuvre nos priorités ! ». Les objectifs de cet atelier étaient de poursuivre la mobilisation des acteurs du BFS, de partager le suivi des plans stratégiques des principaux acteurs, de partager les bonnes pratiques autour de la thématique de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) et d'accentuer le plaidoyer en faveur du BFS. Enfin, un 3ème atelier a été organisé en octobre 2023 à Saint Louis, intitulé : « Comment mettre en œuvre une dynamique territoriale de GIRE sur le BFS ? Concertation, partages d'expériences et ateliers de réflexion ». Le Grdr et ses partenaires ont pu mettre en exergue

les défis du territoire de la Falémé.

**À noter** : L'année 2023 a aussi été l'année d'évaluation de notre cadre commun « SynerGi » dont les résultats positifs nous conduisent à renforcer les pratiques collectives (Traverses, Groupes métiers) et à approfondir nos échanges dans le cadre des « pôles géographiques » (IFS, Madagascar, Haïti, Cambodge), tout en poursuivant le dialogue avec les différentes institutions (Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, Agence Française de Développement, Délégation de l'Union Européenne).

### LE COMITE FRANÇAIS POUR LA SOLIDARITE INTERNATIONALE (CFSI)

le Grdr est membre du Comité de Direction du CFSI. Il est aussi actif au sein du Comité d'orientation et de suivi du programme PAFAO (Promotion de l'Agriculture familiale en Afrique de l'Ouest) et en tant que membre du Comité stratégique du programme CAAC (Coopérer Autrement en Acteurs de Changement), deux programmes structurant de l'action du CFSI. L'année 2023 a été marquée par l'adoption du Projet associatif du CFSI à horizon 2030 et par le lancement du processus d'élaboration du nouveau Cadre d'action stratégique (2024-2028). Le CFSI a aussi organi-

sé un séminaire international consacré au « consommer local » (« Solutions pour des systèmes alimentaires durables » - Actes du séminaire 2023, ALIMENTERRE), ce dernier marquant le bilan du programme Terres Nourricières. Le Grdr a pris part à ces travaux, avec notamment des contributions à la publication : « L'espoir au-delà des crises : solutions ouest-africaines pour des systèmes alimentaires durables | ALIMENTERRE ». Enfin, le programme CAAC (phase 3) a été lancé et le Grdr a été sélectionné pour porter une nouvelle initiative pilote avec le Conseil départemental de Rufisque (CDR), Montpellier Métropole Méditerranée (3M) et le CIRAD intitulé « WECCO Réflexion commune, croisée et multi-acteurs entre Montpellier et le département de Rufisque sur leurs politiques alimentaires territoriales ».

### LE F3E

Le Grdr continue à s'inspirer des approches orientées « changement » pour mettre en place les dispositifs de suivi et d'évaluation de l'impact de ses projets (Programme Gestion Concertée du Littoral, Maîtrise et Adaptation des Villes intermédiaires (MAVIL), ODDyssée). L'année 2023 a été marquée par la restitution de l'étude « Effets et impact de l'action du Grdr en

Guinée-Bissau sur les inégalités de genre ». D'autre part, le Grdr est intervenu lors d'un atelier F3E organisé à l'AFD visant à croiser les expériences d'ONG en matière de suivi-évaluation.

## LE CENTRE DE RECHERCHE ET D'INFORMATIONS POUR LE DEVELOPPEMENT (CRID)

L'année 2023 a été marquée par l'organisation, du 23 au 27 août, des « Universités d'Été des Mouvements Sociaux et des Solidarités » à Bobigny (Seine Saint-Denis). Une quarantaine d'associations se sont retrouvées pour « donner de la voix », afin de promouvoir des sociétés justes et solidaires, construire des alternatives à partir des acteurs des sociétés civiles partout dans le monde, défendre la justice sociale et environnementale reposant notamment sur la défense des biens communs et enfin résister face aux attaques portées à l'accès aux droits fondamentaux et aux libertés publiques. En fin d'année, le CRID s'est associé au groupe informel regroupant une cinquantaine d'associations dont le Grdr, autour de « Vox Public », pour décrypter les enjeux de la loi « pour contrôler l'immigration et améliorer l'intégration » et s'associer pour dénoncer les mesures jugées particulièrement dangereuses pour la di-

gnité et les droits des personnes exilées et proposer une autre politique migratoire fondée sur une politique d'accueil et d'insertion inconditionnelle.

## LA COALITION EAU

En 2023, la Coalition Eau a conduit une étude sur les effets et impacts des travaux menés par le collectif. Restituée début 2024, cette étude a permis de définir des marqueurs de progrès permettant d'apprécier les avancées permises par la Coalition Eau sur ses deux volets d'activités à savoir le plaidoyer et la structuration du milieu associatif (objectif méthodologique)

- d'alimenter une mémoire commune pour renforcer le collectif (objectif interne)
- d'engager une démarche de redevabilité et de transparence (objectif externe)
- d'apporter un regard critique sur les grandes orientations du collectif dans le but d'améliorer la qualité de ses actions.

Un nouveau cadre stratégique a été défini pour la période 2024-2027 dont l'objectif principal est de « *contribuer, grâce à la structuration et la mobilisation des ONG de la Coalition Eau et leurs partenaires de la société civile, à la mise en œuvre des droits humains à l'eau et à l'assainissement et à la gestion durable et équitable de l'eau* ». A travers des programmes eau et assainissement,

le Grdr contribue à l'atteinte de cet objectif et plus particulièrement de l'ODD N°6.

## LE PROGRAMME SOLIDARITÉ-EAU

Depuis 2021, le Grdr (au sein du Groupe initiatives) et le PS-Eau co-organisent l'atelier annuel de l'Initiative Fleuve Sénégal Financé par l'Agence de l'eau Adour-Garonne, cet atelier réunit une centaine d'acteurs du Bassin du Fleuve Sénégal, autour de l'enjeu partagé de la gestion intégrée des ressources en eau.

## EN RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

### CITÉ DES MÉTIERS

Le Grdr est membre permanent du Comité stratégique de la Cité des métiers avec les partenaires institutionnels (Direction régionale et interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DRIEETS), Région Île-de-France, ville de Paris). Ce comité permet d'inscrire l'action du Grdr en articulation avec les orientations des politiques publiques dans les domaines de l'orientation, de l'insertion et de l'évolution professionnelle, et de sensibiliser les acteurs du droit commun aux enjeux de l'intégration et de l'inclusion sociale et économique des migrants.

## EN RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

### LIANES COOPÉRATION

Le Grdr est membre du CA de Lianes Coopération, le réseau régional multi-acteurs (RRMA) de la région Hauts-de-France. Lianes Coopération et le Grdr ont collaboré autour d'activités d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI) et sur la mise à disposition auprès d'OSIM (Organisation de Solidarités Issue de l'Immigration) d'expertise technique notamment d'acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire. Lianes relayent aussi les outils d'ECSI créés dans le cadre du programme « ODDyssée, les migrations font bouger le monde ».

### APES

Le Grdr est membre du CA du réseau d'Acteurs pour une Economie Solidaire et à ce titre est impliqué dans plusieurs espaces de concertations et d'échanges animés par l'APES. En 2023, le Grdr et l'APES ont travaillé ensemble dans le cadre des activités du Grdr autour de (i) l'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires en lien avec la Métropole européenne de Lille (MEL) et la Fabrique à entreprendre et (ii) de l'inclusion sociale des femmes migrantes en lien avec les centres sociaux partenaires à Lille et Roubaix.

### RADyA (RÉSEAU DES ACTEURS DE LA DYNAMIQUE DES ATELIERS SOCIO-LINGUISTIQUES)

est un organisme de formation auprès des professionnels, dont le Grdr est membre. Le RADyA propose des formations, échanges entre pairs et ressources autour des Ateliers Socio Linguistiques (ASL), une approche pédagogique visant le gain en autonomie sociale d'adultes migrants vivant en France. Cette démarche est préconisée pour des publics dont la méconnaissance du fonctionnement de certains espaces sociaux, la non-maîtrise du langage inhérent à ces espaces, la connaissance partielle des codes socioculturels attendus dans ces espaces en entravent l'usage et une fréquentation en pleine autonomie. S'inspirant de cette méthodologie, l'antenne HdF du Grdr anime depuis 2013 des ASL avec des groupes de femmes immigrées, autour de thématiques liées à l'accès aux droits et plus largement à l'insertion sociale et économique.

## EN EUROPE

### ALLIANCE TO FIGHT POVERTY

Le Grdr est membre de cette coalition depuis 2018 à travers le programme Re-Invest (Pour une Europe sociale et inclusive).

En 2020, le Grdr a participé aux temps forts du réseau pour développer de nouveaux cadres d'analyse autour de la gouvernance participative et des narrations autour de la migration à l'échelle européenne. Ces échanges ont abouti à un projet de recherche intitulé « Opportunités » (2021-2024) réunissant 14 partenaires européens mais aussi sénégalais, ghanéens et mauritaniens. En 2023, un nouveau projet vient d'être lancé avec les membres de la coalition, intitulé « Involve : « For trustful, participatory and inclusive public policies » (stratégies pour accroître l'inclusivité dans les politiques publiques) sur les enjeux de participation et de démocratie dans les politiques sociales en Europe. Ce projet réunit 11 partenaires : 6 laboratoires de recherche et 5 ONG dans 8 pays (Belgique, Suisse, France, Allemagne, Irlande, Portugal, Italie, Pologne). Le Grdr pilote les actions France en partenariat avec l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales. Le 4 juillet 2023, le Grdr a organisé la conférence européenne de lancement du projet au Point Paris Emploi du 10ème arrondissement, intitulée « Démocratie et participation des usagers dans les politiques sociales » réunissant près de 100 participants.

## En Afrique de l'ouest

### AU MALI

#### FORUM DES ONG INTERNATIONALES AU MALI (FONGIM)

le FONGIM est un regroupement de 109 ONG internationales au Mali. Il a pour mission d'offrir à ses membres un cadre de partenariat et de concertation entre tous les acteurs de développement dans le but d'influencer les politiques nationales afin que les besoins des populations démunies et marginalisées soient pris en charge de manière optimale. Depuis l'annonce fin 2022, du gouvernement de la transition, interdisant « *avec effet immédiat toutes les activités menées par les ONG opérant au Mali sur financement ou avec l'appui de la France* », les responsables du FONGIM ont été très actifs avec des échanges réguliers avec la direction générale du Ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation (MATD) pour assurer une veille sur l'évolution du contexte, conserver un rapport de dialogue constructif et mener un plaidoyer en faveur de la poursuite des activités des ONG internationales et nationales au Mali.

Le Grdr est inscrit dans deux groupes thématiques du FONGIM : « sécurité alimentaire » et « énergie et climat ».

#### COMITÉ OUEST-AFRICAIN POUR LES SEMENCES PAYSANNES (COASP-MALI)

Le COASP est un cadre de concertation des acteurs pour la promotion des semences paysannes au Mali. Il se fixe pour objectif de faire reconnaître l'importance des systèmes semenciers paysans dans l'alimentation et l'agriculture, notamment dans les perspectives de souveraineté alimentaire. Il a pour rôle de dialoguer avec les décideurs politiques et les autorités administratives pour promouvoir des politiques et des lois favorables aux systèmes semenciers paysans et aux droits des paysans. Il promeut également l'économie locale à travers l'organisation du marché des produits agro écologiques issus de semences paysannes. Le Grdr est un membre actif du COASP-Mali : il est membre du comité de coordination nationale et point focal pour la région de Kayes.

#### LA PLATEFORME DE L'AGRO-ÉCOLOGIE PAYSANNE (PF-AEP)

La PF-AEP a pour mission de valoriser les produits de l'agroécologie paysanne. Il

s'agit également d'une instance de plaidoyer qui a pour but de faciliter la prise en compte de l'agroécologie dans les politiques agricoles et alimentaires. Le Grdr est membre de cette plateforme qui est animée au niveau national par la Coordination Nationale des Organisations Paysannes (CNOP) du Mali.

#### LA PLATEFORME NATIONALE DE LA CONVERGENCE GLOBALE DES LUTTES POUR LA TERRE ET L'EAU OUEST-AFRICAINE

est un mouvement social de paysans et de défenseurs des droits humains qui a été mis en place à la suite de l'organisation du Forum Social Africain de Dakar (2014). La Convergence est un regroupement non formalisé d'organisations de mouvements sociaux, d'organisations paysannes nationales et d'ONG. Au total, elle compte 15 plateformes nationales membres, de 15 pays différents qui font partie de ce réseau. A Kayes, le Grdr via le CCK a coordonné l'étape de Kayes de la caravane début 2024.

## CADRE DE CONCERTATION MULTI-ACTEURS POUR LA PROMOTION DE L'AGROÉCOLOGIE EN RÉGION DE KAYES (CCK)

Le CCK est un regroupement de 41 organisations (services techniques, ONG, organisations des producteurs, organisations des femmes transformatrices des produits agroalimentaires, organisations de consommateurs...) qui a été créé en 2018 dans la région de Kayes en vue de faciliter la mutualisation, l'harmonisation des approches avec les mêmes cibles et en cohérence avec les activités des 4 partenaires régionaux qui interviennent dans le cadre du programme Transition vers une Agroécologie Paysanne au service de la Souveraineté Alimentaire (TAPSA) : le Grdr, AMASSA (Afrique verte au Mali), l'Association des Organisations Professionnelles Paysannes (AOPP) et le Réseau des Horticulteurs de Kayes (RHK). Le Grdr a assuré la présidence de 2018 à 2023 (5 ans) et a passé le témoin au Réseau des Horticulteurs de Kayes (RHK) en février 2023.

## AU SÉNÉGAL

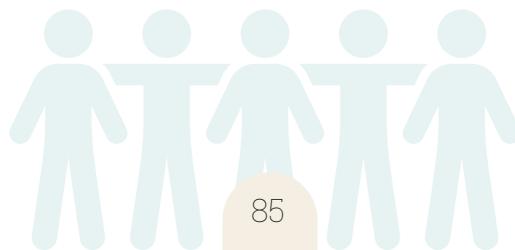
### LA PLATEFORME DES ONG EUROPÉENNES AU SÉNÉGAL (PFONGUE)

La PFONGUE est un réseau regroupant 64 ONG internationales dont l'objectif est de renforcer l'efficacité de leur participation au développement économique, social et culturel du Sénégal. Les actions de la PFONGUE favorisent la concertation entre les différents acteurs de la Société Civile au Sénégal, grâce à la capitalisation d'expériences et de méthodologies, les échanges, la formation et l'information. Outre, l'organisation de réunions thématiques entre membres, en 2023, la PFONGUE a travaillé sur la mise en œuvre d'un projet de renforcement de capacités des OSC en termes d'utilisation d'outils numériques et de collecte de données et a co-produit avec Alternativ'Tour une série documentaire visant à promouvoir les parcours et vulgariser les pratiques alternatives qui contribuent à la transition écologique au Sénégal.

## SUR LE LITTORAL (GUINÉE, GUINÉE-BISSAU, SÉNÉGAL)

### LE COLLECTIF 5 DELTAS (C5D)

est un regroupement volontaire d'acteurs de terrain du Sénégal, de Gambie, de Guinée, de Guinée-Bissau et de Mauritanie, ancrés dans ces territoires et au contact des communautés locales, dans les 5 deltas du fleuve Sénégal, du Saloum, de la Gambie, de la Casamance et du Rio Cacheu. Les membres du collectif partagent des valeurs et une approche commune centrée sur l'humain et la gestion participative, équitable et durable des ressources. Ils accompagnent les communautés à la base (associations villageoises, groupements de femmes, entrepreneurs, collectivités locales) dans le développement d'activités socio-économiques durables ayant un impact positif sur la mangrove. En 2023, le C5D a organisé le festival « Mangal » (*-> chapitre 2, p.42*) pour sensibiliser largement - en milieu scolaire, auprès des habitants des territoires, au sein des Universités, etc - sur les questions liées à la gestion concertée des écosystèmes de mangrove.





## Siège social

26 bis, rue Kleber  
93100 Montreuil  
Tel : +(331) 48577580  
Fax : + (331) 48575975  
grdr@grdr.org

## Pôle France

### GRDR ILE-DE-FRANCE

26 bis, rue Kleber  
93100 Montreuil - France  
Tel : + (331) 48577580  
antenne.idf@grdr.org

### GRDR HAUTS-DE-FRANCE

Maison de l'ESS  
235 boulevard Paul Painleve  
59 000 Lille - France  
Tel : +(333) 20428311  
antenne.npd@grdr.org

## Pôle Sahel

### GRDR KAYES

Rue 136 Porte 37 Legal Segou  
BP 291 Kayes - Mali  
Tel : + (223) 21522982  
mali@grdr.org

### GRDR BAMAKO

Sirakoro Meguetana Cité,  
près du marché  
BP E 3805 - Mali  
Tel : (+ 223) 72 74 79 21

### COORDINATION MAURITANIE :

E Nord 163  
BP 2013 Nouakchott - Mauritanie  
Tel /fax : + (222) 45256492  
mauritanie@grdr.org

### GRDR KAÉDI

Quartier Latin  
BP 136 Kaedi - Mauritanie  
Tel : + (222) 45335045  
kaedi@grdr.org

### GRDR SÉLIBABY

Quartier College  
BP 91 Selibaby - Mauritanie  
Tel : + (222) 45344347  
selibaby@grr.org

### GRDR BAKEL ET MATAM

Route de l'Hopital BP 18, Bakel -  
Senegal  
Tel: +(221) 339398035  
bakel@grdr.org

## Pôle Littoral

### GRDR BISSAU

Bairro Ajuda, 1<sup>e</sup> faxe, traseiras  
mesquita  
Attadamu (RAJ) Bissau -  
Guinee-Bissau  
Tel : + (245) 969085106  
pole.littoral@grdr.org

### GRDR ZIGUINCHOR

Avenue Emile Badiane  
BP 813 Ziguinchor - Senegal  
Tel : + (221) 339912782  
Fax : + (221) 339912789  
ziguinchor@grdr.org

### GRDR CANCHUNGO

Bairro Novo derriere Sos  
Canchungo, CP 573 - Bissau  
Tel. : + (245) 5268621  
ou 0024595 65611 53  
cacheu@grdr.org

### GRDR DAKAR

Villa 228, 1<sup>er</sup> etage, Terminal P7  
Cote Assemblee  
Ouakam - Dakar - Senegal  
Tel : + (221) 338673961  
dakar@grdr.org

### GRDR BOKÉ,

Quartier Dibiya, pres du service  
regional  
des Impots Commune de Boke



© Grdr – 2024  
Graphisme : Marion Huet (marionhuet-graphiste.com)  
Crédits photos : Grdr / JB Russel / En Haut! / Adobestock



2023

“Les migrations, une ressource durable  
pour des territoires solidaires”»

Gndr

